



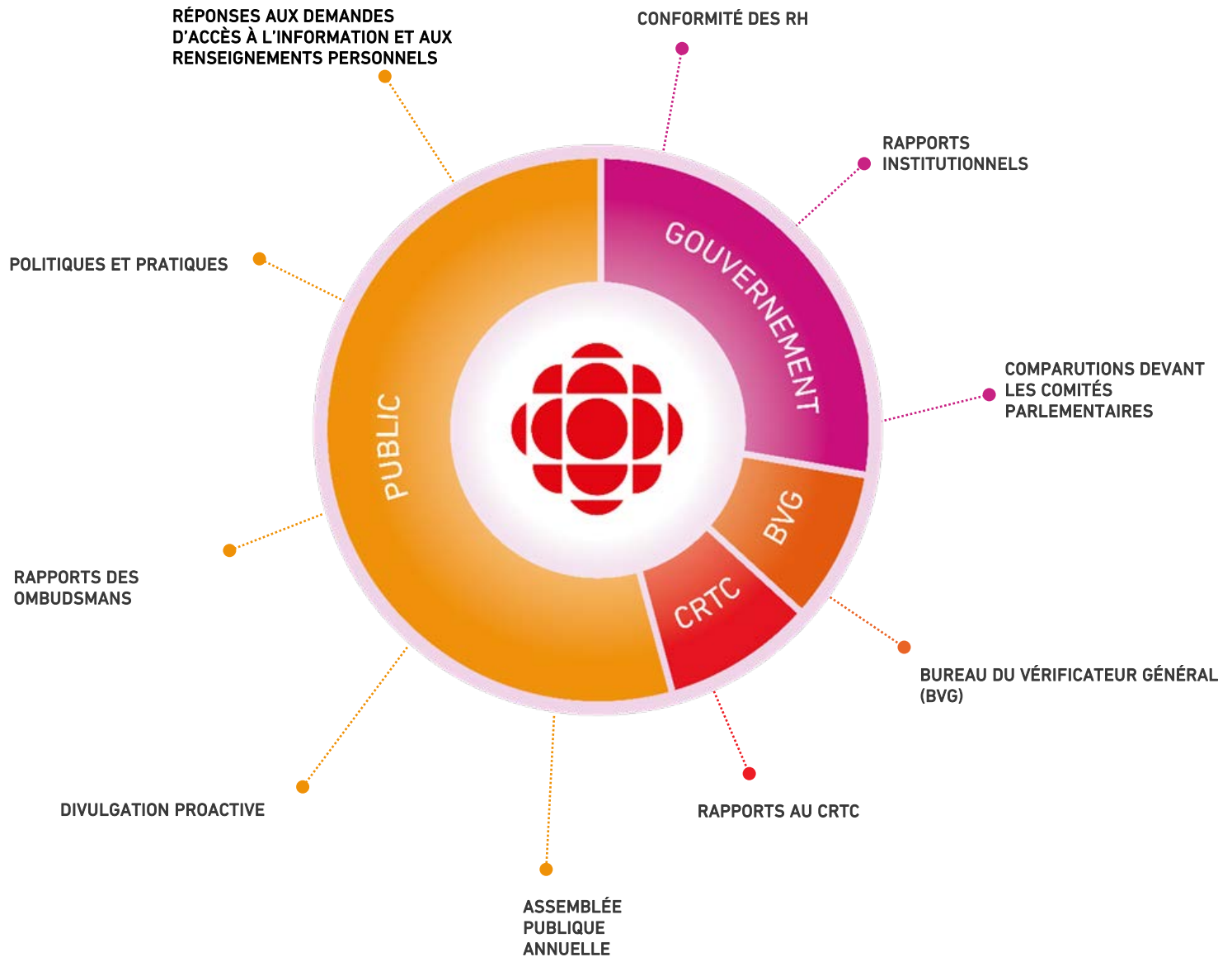
T2

RAPPORT FINANCIER
DU DEUXIÈME TRIMESTRE
2017-2018

CBC  Radio-Canada

ENGAGEMENT DE CBC/RADIO-CANADA ENVERS LA TRANSPARENCE ET LA RESPONSABILISATION

En tant que diffuseur public national, nous accordons beaucoup d'importance à notre obligation de transparence et de responsabilisation envers les Canadiens. Pour nous acquitter de nos responsabilités à cet égard, nous publions sur notre [site web institutionnel](#) de l'information sur nos activités et sur la gestion des ressources publiques qui nous sont confiées.



RAPPORT DE GESTION

Outre un rapport annuel, nous sommes tenus – comme la plupart des sociétés d’État canadiennes sous régime fédéral – de déposer des rapports financiers trimestriels pour les trois premiers trimestres de chaque exercice. Le rapport de gestion qui suit vise à donner au lecteur un aperçu des activités et du rendement de la Société pour le deuxième trimestre de 2017-2018 et doit être lu en parallèle avec le rapport annuel le plus récent. Conformément à notre engagement à faire preuve de transparence et à assurer une surveillance efficace des fonds publics qui nous sont alloués, nous avons le plaisir de présenter notre rapport trimestriel pour le deuxième trimestre, terminé le 30 septembre 2017. L’information contenue dans le rapport de gestion est présentée comme suit :

FAITS SAILLANTS FINANCIERS	4
FAITS SAILLANTS DES ACTIVITÉS	5
LE POINT SUR LE RENDEMENT	7
ANALYSE DES RÉSULTATS	13
RESSOURCES EN CAPITAL, SITUATION FINANCIÈRE ET LIQUIDITÉS	18
LE POINT SUR LES RISQUES	21
PRÉSENTATION DE L’INFORMATION FINANCIÈRE	22
DÉCLARATION DE LA RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION PAR LES CADRES SUPÉRIEURS	23

Voici quelques renseignements utiles pour faciliter la compréhension du rapport de gestion :

Rapports trimestriels – Les états financiers consolidés résumés intermédiaires n’ont pas fait l’objet d’un examen par notre auditeur.




Saisonnalité – La majeure partie de nos revenus autogénérés est constituée de revenus publicitaires. Ceux-ci suivent un cycle saisonnier dicté par notre grille de programmation et varient aussi en fonction des conditions du marché, de l’économie en général et du rendement de la grille. Les revenus d’abonnement, eux, sont plus stables d’un trimestre à l’autre. Les dépenses d’exploitation tendent également à suivre un cycle saisonnier, fluctuant aussi au gré des variations de la grille de programmation. Les crédits parlementaires sont constatés en résultat en fonction du budget annuel, qui reflète les influences saisonnières sur les dépenses et les revenus autogénérés.

Note relative aux déclarations prospectives – Ce rapport renferme des déclarations prospectives sur la stratégie, les objectifs et les résultats d’exploitation et financiers escomptés. Les verbes « croire », « s’attendre », « prévoir », « anticiper », « projeter », « planifier », « estimer », de même que l’emploi du futur ou du conditionnel ainsi que de mots et d’expressions semblables dénotent généralement des énoncés prospectifs. Ces déclarations s’appuient sur les hypothèses générales suivantes : le financement public de CBC/Radio-Canada demeure conforme aux annonces faites dans le budget fédéral et le contexte de la réglementation de la radiodiffusion ne changera pas fondamentalement. Les principaux facteurs de risque et d’incertitude sont décrits à la section *Le point sur les risques* du présent rapport. Toutefois, certains risques et certaines incertitudes échappent à notre volonté et restent difficiles à prévoir. Ceux-ci comprennent, sans s’y limiter, des facteurs liés à la conjoncture économique et financière, au marché publicitaire ainsi que d’autres facteurs d’ordre technologique et réglementaire. En raison de l’influence de ces facteurs ou d’autres facteurs, les résultats réels peuvent différer considérablement des prévisions contenues, de manière explicite ou implicite, dans les déclarations prospectives.

Indicateurs de rendement – Nous mesurons notre rendement au moyen de données fournies par des outils internes et des fournisseurs externes. Ces données s’appuient sur des calculs qui nous paraissent raisonnables pour la période visée, mais leur collecte comporte certaines difficultés, en particulier du fait de la transformation numérique qui caractérise actuellement l’industrie médiatique. Par exemple, les Canadiens consomment aujourd’hui sur de multiples appareils des contenus proposés par un nombre croissant de fournisseurs. Au fil de l’évolution des habitudes des consommateurs, les entreprises spécialisées dans la mesure d’auditoires, de même que la Société, raffinent leurs méthodologies et adoptent de nouvelles technologies leur permettant de recueillir des données précises et exhaustives. Avec l’avènement de nouvelles méthodes de collecte des données, certains chiffres pourraient ne plus être comparables avec les chiffres publiés précédemment. Comme certaines de ces données sont employées pour mesurer nos indicateurs de rendement stratégiques et opérationnels, il nous faudra peut-être revoir nos cibles et nos résultats antérieurs afin de faciliter la comparaison des données et d’appliquer les pratiques exemplaires de l’industrie.

Mesure non conforme aux IFRS – Le présent rapport comprend la mesure « résultat d’exploitation sur une base courante », qui n’a pas de sens normalisé prescrit par les normes internationales d’information financière (IFRS). Il est donc peu probable qu’on puisse la comparer avec des mesures du même type présentées par d’autres entreprises. Plus de détails sont fournis à la section *Analyse des résultats*.

FAITS SAILLANTS FINANCIERS

 NOS REVENUS	2017-2018 : 119,2 M\$ 2016-2017 : 176,8 M\$ BAISSE TOTALE ▼ 57,6 M\$ (32,6 %)	<p>Nos revenus ont diminué de 32,6 % surtout parce que le montant de l'exercice précédent incluait les revenus tirés de la diffusion des Jeux Olympiques de Rio 2016.</p> <p>Cette baisse totale a été en partie compensée par une hausse des revenus générés par nos activités courantes, attribuable aux très bonnes cotes d'écoute de Radio-Canada et à la croissance de nos revenus publicitaires numériques.</p>
 FINANCEMENT PUBLIC	2017-2018 : 292,5 M\$ 2016-2017 : 256,1 M\$ HAUSSE TOTALE ▲ 36,4 M\$ (14,2 %)	<p>Le total des crédits parlementaires augmentera de 75,0 millions de dollars de plus cette année. Avec cette nouvelle hausse, le réinvestissement total dans le diffuseur public atteindra 150,0 millions de dollars par année, comme l'avait annoncé le gouvernement fédéral en mars 2016.</p> <p>La hausse de 14,2 % du financement public au cours du deuxième trimestre reflète ces crédits additionnels.</p>
 NOS DÉPENSES	2017-2018 : 389,4 M\$ 2016-2017 : 430,3 M\$ BAISSE TOTALE ▼ 40,9 M\$ (9,5 %)	<p>La baisse de 9,5 %, des dépenses s'explique surtout par le fait qu'à l'exercice précédent, les chiffres incluaient les coûts associés à la diffusion des Jeux Olympiques de Rio 2016.</p> <p>Cette baisse a été en partie compensée par l'augmentation de nos dépenses courantes, attribuable à la diffusion de plus de contenus originaux sur nos plateformes durant la saison estivale. Nous avons notamment proposé plus d'émissions originales d'arts et de divertissement, couvert les activités entourant le 150^e anniversaire du Canada, et continué d'investir dans le numérique et les services locaux.</p>

(en milliers de dollars canadiens)	Pour les trois mois terminés le 30 septembre			Pour les six mois terminés le 30 septembre		
	2017	2016	Écart en %	2017	2016	Écart en %
Revenus	119 194	176 825	(32,6)	232 402	291 431	(20,3)
Financement public	292 517	256 063	14,2	531 284	479 189	10,9
Dépenses	389 352	430 286	(9,5)	784 607	784 557	0,0
Résultat avant éléments hors exploitation	22 359	2 602	N. S.	(20 921)	(13 937)	(50,1)
Éléments hors exploitation	(8 062)	(719)	N. S.	45 596	(2 121)	N. S.
Résultat net de la période en IFRS	14 297	1 883	N. S.	24 675	(16 058)	N. S.
Résultat d'exploitation sur une base courante¹	13 783	2 018	N. S.	45 202	(5 471)	N. S.

N. S. : Non significatif

¹ Le résultat d'exploitation sur une base courante n'est pas une mesure conforme aux IFRS. Ce résultat ne comprend pas les éléments qui ne nécessitent pas d'apport en fonds d'exploitation ou qui ne contribuent pas aux fonds d'exploitation. Un rapprochement du résultat net avec le résultat d'exploitation sur une base courante est présenté à la section *Analyse des résultats* de ce rapport.

Le **résultat net en IFRS** équivalait à un gain de 14,3 millions de dollars pour le trimestre, comparativement à un gain de 1,9 million de dollars à la même période de l'exercice précédent. Il est principalement attribuable à l'augmentation du financement public comptabilisé et à une baisse des dépenses. Ce gain est en partie contrebalancé par une diminution des revenus autogénérés et par une perte hors exploitation découlant de la vente de la Maison de Radio-Canada à Montréal.

Le **résultat d'exploitation sur une base courante** est très proche du résultat en IFRS à 13,8 millions de dollars pour le trimestre, contre 2,0 millions de dollars à l'exercice précédent.

Depuis le début de l'exercice, le **résultat net en IFRS** et le **résultat d'exploitation sur une base courante** ont continué de croître, principalement en raison de la vente de notre participation dans Sirius XM Canada Holdings Inc. au premier trimestre.

FAITS SAILLANTS DES ACTIVITÉS

Ce trimestre, nous avons continué de donner la priorité à nos auditoires. Nous avons lancé de nouveaux contenus, exploré de nouveaux formats, renforcé notre engagement envers le sport amateur, mis en avant notre valeur d'inclusion et enrichi nos partenariats.

CONTENU ET SERVICES

Nous tentons toujours de trouver de nouvelles façons d'engager la conversation avec nos auditoires et de les mettre en contact avec des histoires importantes en provenance de partout dans le monde. Dans cette optique, CBC et Radio-Canada ont poursuivi la refonte de leurs bulletins de nouvelles phares, *The National* et *Le téléjournal 22 h*. Les quatre nouveaux animateurs de *The National* ont été annoncés en août, et la nouvelle mouture du bulletin a été officiellement présentée aux auditoires d'un bout à l'autre du pays le 6 novembre. En parallèle, dans son nouveau format, *Le téléjournal 22 h* va au-delà de la nouvelle en proposant aux auditoires des points de vue éclairés et une analyse approfondie des actualités de la journée. En présentant un large éventail d'opinions et en ouvrant le dialogue dans l'espace public, l'émission donne aujourd'hui aux auditoires plus d'occasions de s'exprimer sur les affaires publiques.

Nous tentons toujours de trouver de nouvelles façons d'engager la conversation avec nos auditoires et de les mettre en contact avec des histoires importantes de partout dans le monde.

Ce trimestre, ICI Estrie a lancé un nouveau documentaire web : une bande dessinée qui raconte l'histoire unique de Raif Badawi, un blogueur et activiste emprisonné en Arabie saoudite et condamné à 1000 coups de fouet pour avoir critiqué le régime. M. Raif Badawi, dont la famille vit en Estrie, au Québec, est devenu un symbole international de la liberté d'expression. Créé dans une communauté qui a adopté la famille de M. Badawi et qui défend sa cause, ce nouveau format journalistique permettra à de nouveaux auditoires, en particulier les jeunes, de découvrir cette histoire importante. Depuis sa sortie, plus de 58,000 personnes ont visité ce site¹.

De son côté, CBC continue de répondre avant tout aux besoins de ses auditoires en créant Your CBC Say (yourCBCsay.cbc.ca), une communauté engagée qui permet au diffuseur d'inviter ses auditoires à tester de nouveaux projets, produits et contenus créatifs. Nous poursuivons également le déploiement de la nouvelle version de CBC.ca, axée sur l'expérience utilisateur et sur l'optimisation des interactions.

En conformité avec notre valeur d'inclusion et notre engagement à proposer aux Canadiens une variété de voix et d'histoires, le Breaking Barriers Film Fund de CBC a annoncé trois nouveaux projets : *An Audience of Chairs*, *Level 16* et *Red Snow*. De plus, *Meditation Park* de Mina Shum, le premier film financé par le Breaking Barriers Film Fund, a été projeté aux festivals internationaux du film de Toronto et de Vancouver. En outre, le ReelAbilities Film Festival de Toronto, en partenariat avec le Breaking Barriers Film Fund de CBC, a annoncé que Jason DaSilva serait le tout premier bénéficiaire du CBC-ReelAbilities Screenwriter Fund.

La première de District 31 a attiré un auditoire moyen par minute de 1,6 million de téléspectateurs.

Sur le plan de la programmation, nous avons connu un trimestre chargé sur toutes nos plateformes avec une programmation estivale comprenant des nouveautés et des rendez-vous familiers comme *The Durrells*, *Indice UV*, *21 Thunder*, *Le beau dimanche*, *Still Standing*, *Baroness von Sketch Show* et *Les chefs!*. Sur ICI RADIO-CANADA TÉLÉ, la saison a débuté en septembre avec le retour d'émissions populaires comme *Unité 9*, *Mémoires vives* et *District 31*, dont la première a attiré un auditoire moyen par minute de 1,6 million de téléspectateurs². Du côté de CBC, la première de la nouvelle saison de *Murdoch Mysteries* cet automne a été regardée par 1,2 million de personnes². Les stations de radio de Radio-Canada ont enrichi leur offre numérique avec le lancement de la nouvelle chaîne MUSE d'ICI

MUSIQUE, une plateforme entièrement numérique consacrée à la musique classique et accessible sur le site web et l'application mobile d'ICI MUSIQUE. Le contenu de l'application mobile d'ICI RADIO-CANADA PREMIÈRE a aussi été considérablement bonifié avec de nouveaux formats comme des livres audio, des balados et des séries documentaires qui ont contribué à une hausse marquée de la portée de l'application et de la participation des utilisateurs³. À CBC Radio, nous avons connu l'une de nos meilleures saisons estivales à ce jour avec une variété de nouvelles émissions – bon nombre d'entre elles produites dans les régions –, de nouveaux balados, ainsi que la prolongation en septembre de *The Sunday Edition*, maintenant d'une durée de trois heures. La nouvelle émission de CBC Music sur la musique autochtone, *Reclaimed*, sera de retour à la saison régulière après un été réussi. CBC Music continue également d'offrir une vaste sélection de musique sur ses 40 chaînes en continu.

Enfin, nous avons démontré notre engagement envers le sport amateur en diffusant, notamment aux heures de grande écoute, les championnats du monde de l'Association internationale des Fédérations d'athlétisme (IAAF) en direct de Londres, au Royaume-Uni, qui ont été regardés au total par 4,7 millions de Canadiens². Les Canadiens ont également pu suivre sur nos plateformes numériques les championnats de la Fédération internationale de natation (FINA), qui se déroulaient en Hongrie. En outre, CBC a été le partenaire média principal des Jeux autochtones de l'Amérique du Nord 2017, tenus à Toronto en juillet. Avec notre couverture de ces Jeux – le plus grand rendez-vous sportif et culturel autochtone du continent, qui accueille plus de 5 000 athlètes –, nous avons donné aux Canadiens un accès sans précédent à ces huit journées conjuguant épreuves sportives et événements culturels, et réitéré notre engagement à suivre les athlètes, dans leur sport comme dans la vie.

CBC a été le partenaire média principal des Jeux autochtones de l'Amérique du Nord 2017, tenus à Toronto en juillet.

¹ Source : Adobe.

² Source : Numeris.

³ Le nombre de visites et de pages vues durant la dernière semaine de septembre a augmenté de 89 % et de 95 % respectivement par rapport aux données de l'automne 2016. Source : Adobe Omniture SiteCatalyst.

TECHNOLOGIE ET INFRASTRUCTURE

Ce trimestre, nous avons marqué [le lancement officiel du projet de la nouvelle Maison de Radio-Canada \(MRC\)](#). Le **1^{er} octobre**, l'honorable Mélanie Joly, ministre du Patrimoine canadien, Hubert T. Lacroix, président-directeur général de CBC/Radio-Canada, Roger Plamondon, président du Groupe immobilier Broccolini, et le maire de Montréal Denis Coderre ont procédé à la cérémonie symbolique de la première pelletée de terre de la nouvelle MRC. Construite par le groupe Broccolini, celle-ci comprendra une tour de sept étages et une tour de quatre étages reliées par un vaste atrium accessible au public, et totalisera une superficie d'environ 418 000 pieds carrés, soit le tiers de l'immeuble actuel. Selon l'échéancier proposé, la nouvelle MRC devrait être terminée à la fin de l'année 2019, et l'inauguration est prévue en janvier 2020.

Notre tout nouveau véhicule de soutien à la production a pris la route au début d'octobre. Véritable bureau sur roues avec une capacité de transmission multiplateforme, il est mis à la disposition des équipes de production de CBC et de Radio-Canada et est fonctionnel dans un rayon d'environ 1 000 km de sa base, à Toronto. Il est équipé des outils dont nous avons besoin pour produire et transmettre nos contenus sur toutes les plateformes, pour environ la moitié du coût d'un car satellite traditionnel.

PERSONNES

Le **1^{er} octobre**, nous avons officiellement lancé notre nouveau [Code de conduite](#) et notre nouvelle [Politique sur les conflits d'intérêts](#). Dans sa nouvelle mouture, notre Code de conduite s'appuie toujours sur notre mission et nos valeurs institutionnelles, mais il est plus facile à lire et plus concret. Nous en avons aussi modifié le contenu, et y avons ajouté des conseils additionnels en fonction des pratiques exemplaires de l'industrie. Le remaniement du Code de conduite et de la Politique sur les conflits d'intérêts s'inscrit dans les efforts que nous déployons pour moderniser notre environnement de travail et réitérer notre engagement envers nos valeurs, en particulier celles d'inclusion et d'intégrité.

Aussi ce trimestre, nous avons terminé les préparatifs en vue de notre troisième sondage Dialogue sur la mobilisation des employés, en partenariat avec Gallup. Fort du taux de participation record de 71 % en 2016-2017, nous voulons cette année atteindre ou même dépasser ce sommet. Les résultats du sondage seront disponibles avant la fin du troisième trimestre.

AUTRES QUESTIONS LIÉES AUX ACTIVITÉS

Le 26 septembre 2017, nous avons tenu à l'Université d'Ottawa notre [assemblée publique annuelle](#), qui avait pour thème *Parlons vrai. Vérité, médias et avenir de la radiodiffusion publique : on en parle ensemble*. Cet événement, qui comprenait un panel de journalistes, a été l'occasion d'avoir des échanges constructifs sur l'importance de la radiodiffusion publique dans le contexte actuel. Sa diffusion en direct sur Facebook Live a généré plus de 16 000 vues, et nos journalistes ont même profité de leur passage sur le campus pour se rendre dans des classes et répondre aux questions des étudiants. Ce grand rendez-vous a suscité beaucoup d'intérêt en ligne et rejoint 646 000 utilisateurs sur Twitter.

Le 28 septembre 2017, l'honorable Mélanie Joly, ministre du Patrimoine canadien, a présenté la vision du gouvernement du Canada en matière de politique culturelle. Les principes énoncés – investir dans les créateurs et leurs histoires, renforcer la découverte et la distribution de contenus, et réitérer le rôle d'un diffuseur public fort – sont profondément ancrés dans le travail que nous faisons chaque jour à CBC/Radio-Canada. Nous convenons que le diffuseur public continuera de jouer un rôle central afin de soutenir et de promouvoir la culture canadienne. Dans cette optique, CBC/Radio-Canada travaillera avec le gouvernement fédéral et avec les Canadiens pour renforcer son mandat, tout en s'adaptant aux besoins changeants des Canadiens.

Dans le cadre des initiatives déployées pour souligner les 150 ans du Canada avec les Canadiens, nous avons été le partenaire média officiel de MosaïCanada 150/Gatineau 2017. L'événement – une exposition d'énormes sculptures botaniques – a eu lieu au parc Jacques-Cartier, à Gatineau, du 30 juin au 15 octobre 2017. Ce partenariat nous a donné une belle vitrine dans la région de la capitale nationale : plus de 1,3 million de personnes ont visité le site. En effet, le STUD!O 2017, un conteneur de CBC/Radio-Canada aux couleurs de 2017, avait été installé dans l'aire d'animation du site et agrémentait la visite des Canadiens en leur proposant une expérience numérique réalisée par CBC et Radio-Canada. Les visiteurs ont interagi avec nous en moyenne de 800 à 1 000 fois par jour en semaine, et de 3 000 à 4 500 fois le week-end. Plus de 12 000 photos ont été prises dans l'espace photomaton.



Raif Badawi : Rêver de liberté, ICI Estrie

LE POINT SUR LE RENDEMENT

Les outils qui nous permettent de mesurer et d'évaluer le rendement de CBC/Radio-Canada constituent un aspect important de notre *Stratégie 2020*. Ainsi, c'est en mesurant la perception des Canadiens à l'égard de nos services et en nous assurant que nous atteignons des cibles de réussite mesurables que nous évaluons notre rendement. Notre cadre de mesure du rendement couvre trois domaines : notre mandat et notre vision (indicateurs provenant d'un sondage de perception), la *Stratégie 2020* (indicateurs stratégiques) et nos composantes médias (indicateurs opérationnels).

Nous avons aussi établi des indicateurs de rendement pour suivre le réinvestissement du gouvernement et faire rapport. Ces indicateurs mesurent l'impact différentiel du nouveau financement sur deux priorités clés : l'expansion de notre présence numérique et l'augmentation de nos services dans les marchés locaux. Nous rendons d'ailleurs compte de ces mesures à la section [Plan de reddition de comptes du Rapport annuel](#), qui comprend également d'autres mesures en ce qui a trait à la programmation et aux initiatives stratégiques essentielles. Nous produisons aussi des rapports sur les émissions canadiennes que nous avons créées grâce à ce financement additionnel. Toutes ces mesures s'ajoutent aux cibles de rendement spécifiques fixées chaque année pour CBC et Radio-Canada.

NOTRE RENDEMENT – MANDAT ET VISION

L'établissement d'indicateurs permettant de suivre et d'évaluer les perceptions relativement à notre rendement est essentiel pour démontrer notre responsabilité envers les Canadiens à titre de diffuseur public national du Canada. Le sondage de perception portant sur le mandat et la vision permet de démontrer dans quelle mesure les Canadiens jugent que nos services sont conformes au mandat de la Société en vertu de la *Loi sur la radiodiffusion* de 1991. Il permet également de mesurer le rendement de notre programmation en ce qui concerne sa qualité, son caractère distinctif, et sa capacité de refléter et de rassembler les Canadiens. Le rapport comporte également des indicateurs liés à la vision, qui traduisent le rôle de la Société dans la réalisation de la vision de la *Stratégie 2020*. Les données proviennent de sondages menés auprès d'un échantillon représentatif de Canadiens francophones et anglophones⁴.

Les résultats du sondage 2017-2018 seront disponibles en janvier et publiés dans le rapport financier du troisième trimestre (T3). Les résultats du dernier sondage sont présentés sur notre site web institutionnel, dans un [tableau de bord interactif](#).



Panélistes de l'assemblée publique annuelle : Waubgeshig Rice, Mathieu Nadon, Mélissa François, Christian Latreille, Olivier Arbour-Masse, Charlise Agro, Daniel Bouchard et Wendy Mesley.

⁴ Source : Sondage Mission Metrics, TNS Canada (1 000 anglophones et 1 000 francophones par sondage). Les sondages sont effectués chaque année, à l'automne et au printemps.

NOTRE RENDEMENT – STRATÉGIE 2020

Le rapport de performance de la *Stratégie 2020* vise à vérifier que nous atteignons les objectifs nationaux de notre plan stratégique actuel. Nous avons déterminé les objectifs à long terme que nous cherchons à atteindre en 2020. Chaque année, nous mesurons les progrès réalisés à l'égard de ces objectifs à l'aide de cibles annuelles intermédiaires. Huit indicateurs clés sont utilisés afin de mesurer notre rendement relativement aux composantes fondamentales de notre stratégie actuelle : l'auditoire, l'infrastructure, les personnes et la viabilité financière.

L'objectif de notre stratégie est d'accroître notre valeur aux yeux de tous les Canadiens et de resserrer nos liens avec eux. Avec ce but en tête, nous avons réservé quatre de ces huit indicateurs à l'évaluation de notre succès auprès de l'auditoire. D'ici 2020, nous voulons :

- Que trois Canadiens sur quatre (75 %) estiment qu'au moins un de nos services est très important pour eux (indicateur 1);
- Que les Canadiens continuent d'être fortement d'accord pour dire que nos émissions d'information reflètent la diversité des opinions, et traitent de manière objective des sujets abordés (indicateur 2);
- Augmenter notre portée numérique, afin que 18 millions de Canadiens utilisent nos plateformes numériques tous les mois, et accroître le nombre d'interactions numériques que les Canadiens ont avec nos services (indicateurs 3 et 4).

Afin d'atteindre nos objectifs en matière d'auditoire, nous devons transformer notre infrastructure, notamment en réduisant de 50 % notre empreinte immobilière (indicateur 5). Nous devons également mobiliser nos employés (indicateur 6) et veiller à ce qu'ils reflètent mieux la diversité qui caractérise la société que nous servons (indicateur 7). Nous voulons atteindre ces objectifs en réduisant nos coûts pour être plus viables financièrement (indicateur 8).

Les indicateurs de la *Stratégie 2020* sont présentés ci-dessous. Notre rapport du deuxième trimestre comprend une liste partielle d'indicateurs de rendement clés (IRC) puisque plusieurs d'entre eux ne sont mesurés qu'à l'automne. Ces indicateurs seront présentés dans notre rapport du troisième trimestre.

INDICATEURS	RÉSULTATS 2016-2017	CIBLES 2017-2018	RÉSULTATS DU 1 ^{ER} AVRIL AU 30 SEPT. 2017	CIBLES 2020
Auditoire/marché				
1. Importance pour les Canadiens (% très important) ^{5,6}	54,5 %	58,0 %	N. D. ⁷	75,0 %
2. Les émissions d'information ont des opinions diversifiées et sont objectives (% fortement en accord) ⁵	53,2 %	57,0 %	N. D. ⁷	57,0 %
3. Portée numérique de CBC/Radio-Canada (en millions) ⁸	16,9	18,8	17,8	18,0
4. Nombre d'interactions numériques avec CBC/Radio-Canada tous les mois (en millions) ⁹	140,4	159,5	N. D. ¹⁰	95,0
Infrastructure				
5. Diminution de l'empreinte immobilière (en millions de pieds carrés de superficie locative) ¹¹	3,9	3,8	3,9	2,0
Personnes				
6. Mobilisation des employés (% qui sont fiers d'être associés) ¹²	82,0 %	84,0 %	N. D. ⁷	90,0 %
7. Diversité des employés (% des nouveaux employés) ¹³	23,0 %	23,2 %	22,9 %	23,2 %
Finances				
8. Cible de réduction des coûts atteinte (en millions \$)	87,5 \$	93,1 \$	93,1 \$	117,0 \$

N. D. : Non disponible

Nos indicateurs de rendement évoluent au fil de la transformation numérique de l'industrie médiatique. Les Canadiens consomment aujourd'hui sur de multiples appareils (téléphones intelligents, tablettes, téléviseurs intelligents, etc.) des contenus proposés par un nombre croissant de fournisseurs. Au fil de l'évolution des habitudes des consommateurs, les entreprises spécialisées dans la mesure d'auditoires, de même que la Société, raffinent leurs méthodologies et adoptent de nouvelles technologies leur permettant de recueillir des données précises et exhaustives. Comme certaines de ces données sont employées pour mesurer notre rendement stratégique et opérationnel, il nous faudra peut-être revoir nos cibles et nos résultats antérieurs afin de faciliter la comparaison des données.

⁵ Source : Sondage Mission Metrics, TNS Canada. Pourcentage de répondants ayant accordé des notes élevées (c.-à-d., 8, 9 ou 10 sur une échelle de 10 points). Pour les émissions d'information (indicateur 2), le résultat correspond à la moyenne des réponses données à deux questions : Les émissions d'information de CBC/Radio-Canada « reflètent une diversité d'opinions sur de nombreux enjeux » et « couvrent les enjeux majeurs de façon équilibrée et équitable ».

⁶ À l'automne 2017, le mot « personnellement » a été supprimé à la fin de la question, qui se lit maintenant comme suit : *Dans quelle mesure Radio-Canada est-elle importante pour vous?*

⁷ Le résultat de cet indicateur sera disponible au T3 comme dans le passé.

⁸ Source : Portée non dupliquée des plateformes numériques de Radio-Canada et de CBC. comScore, mesure multiplateforme, moyenne mensuelle de visiteurs uniques.

⁹ Source : comScore, mesure multiplateforme, moyenne mensuelle de visites.

¹⁰ Le résultat de cet indicateur n'était pas disponible ce trimestre, mais nous prévoyons qu'il sera à nouveau publié au T3.

¹¹ Nos résultats liés à la superficie locative excluent les locaux à l'extérieur du pays (p. ex., les bureaux à l'étranger), les sites d'émetteurs, les stationnements et les baux pour des lieux réservés uniquement à l'entreposage (c.-à-d., ne servant pas aux activités de radiodiffusion).

¹² Source : Gallup Consulting, sondage Dialogue 2016. Pourcentage des employés qui sont fiers d'être associés à CBC/Radio-Canada. Il s'agit donc de ceux qui ont accordé une note de 4 ou de 5 sur une échelle de 1 à 5 dans le cadre d'un sondage auprès d'un échantillon représentatif d'employés.

¹³ Cette mesure vise trois groupes : les Autochtones et Inuits, les personnes handicapées et les membres de minorités visibles. Elle correspond au pourcentage de nouveaux employés recrutés à l'externe pour des postes de 13 semaines et plus.

Voici les données relatives à nos indicateurs de rendement liés à la *Stratégie 2020* :

Auditoire/marché – Notre portée numérique (indicateur 3) est actuellement en deçà de la cible, mais nous prévoyons une amélioration grâce à nos grilles de programmation régulière, qui seront à l'affiche tout au long de l'automne et de l'hiver.

Infrastructure – L'empreinte immobilière de CBC/Radio-Canada (indicateur 5) était de 3,9 millions de pieds carrés de superficie locative, et nous devrions atteindre notre objectif annuel (3,8 millions) lorsque la vente de notre édifice à Halifax en octobre sera reflétée dans nos résultats du troisième trimestre. Nous devrions considérablement réduire notre empreinte immobilière après le déménagement de la Maison de Radio-Canada actuelle dans un immeuble loué, prévu pour l'exercice 2019-2020.

Personnes – L'indicateur sur la diversité des employés (indicateur 7) a enregistré une hausse importante au deuxième trimestre de 2017-2018. Il s'agit de notre meilleur résultat pour un deuxième trimestre depuis que nous avons adopté cet indicateur en 2015-2016, et nous avons presque atteint la cible établie. Forts de la place de chef de file de la parité hommes-femmes que nous avons acquise dans l'industrie canadienne des médias, nous allons poursuivre nos priorités en matière de diversité et d'inclusion avec la ferme intention d'attirer plus de candidats externes, et d'améliorer la rétention et l'avancement des employés issus de la diversité afin d'inclure un large éventail de visages, de voix, d'expériences et de perspectives dans notre environnement de travail.

Finances – Les résultats à la fin du deuxième trimestre sont conformes à notre objectif de réduction des coûts (indicateur 8).



MosaïCanada 150 : STUDIO 2017

NOTRE RENDEMENT – COMPOSANTES MÉDIAS

Le compte rendu sur les composantes médias nous sert à mesurer notre rendement et à le comparer à nos cibles opérationnelles. Celles-ci ont essentiellement trait à la portée de nos diverses plateformes, aux parts d'auditoire et aux revenus autogénérés, tous services confondus.

La Société continue de surveiller le rendement de ses chaînes de télévision spécialisées, mais n'a pas publié ses résultats d'abonnement pour des raisons de concurrence.

SERVICES ANGLAIS – RÉSULTATS DE 2017-2018

Notre rapport du deuxième trimestre comprend une liste partielle d'indicateurs de rendement clés (IRC), car plusieurs des principaux indicateurs sont évalués à partir de septembre chaque année. Comme ces données ne seront pas disponibles avant l'automne pour CBC Television et CBC Radio, elles seront présentées dans le rapport du troisième trimestre.

INDICATEURS	MESURES	RÉSULTATS 2016-2017	RÉSULTATS DU 1 ^{ER} AVRIL AU 30 SEPT. 2016	RÉSULTATS DU 1 ^{ER} AVRIL AU 30 SEPT. 2017	CIBLES 2017-2018
Télévision					
CBC News Network	Part d'auditoire de la journée complète ¹⁴	1,6 %	1,6 %	1,6 %	1,5 %
Service régional					
Offre régionale de CBC.ca	Moyenne mensuelle, visiteurs uniques ¹⁵	10,6 M	N. D. ¹⁵	9,9 M	10,8 M
Services numériques					
Offre numérique de CBC	Moyenne mensuelle, visiteurs uniques ¹⁶	14,8 M	14,7 M	15,5 M	16,3 M
Revenus¹⁷					
Services généralistes, spécialisés et en ligne		228 M\$	106 M\$	100 M\$	303 M\$

N. D. : Non disponible

Nos indicateurs de rendement évoluent au fil de la transformation numérique de l'industrie médiatique. Les Canadiens consomment aujourd'hui sur de multiples appareils (téléphones intelligents, tablettes, téléviseurs intelligents, etc.) des contenus proposés par un nombre croissant de fournisseurs. Au fil de l'évolution des habitudes des consommateurs, les entreprises spécialisées dans la mesure d'auditoires, de même que la Société, raffinent leurs méthodologies et adoptent de nouvelles technologies leur permettant de recueillir des données précises et exhaustives. Comme certaines de ces données sont employées pour mesurer notre rendement stratégique et opérationnel, il nous faudra peut-être revoir nos cibles et nos résultats antérieurs afin de faciliter la comparaison des données.

Nous sommes actuellement en bonne voie d'atteindre, voire de dépasser nos cibles annuelles. Voici les faits saillants :

Télévision – Les résultats de CBC News Network pour le premier semestre dépassent la cible et sont comparables aux résultats de l'exercice précédent. La couverture des feux de forêt en Colombie-Britannique et des événements entourant la fête du Canada et le 150^e anniversaire du pays a attiré les auditoires sur nos plateformes au deuxième trimestre.

Service régional – Le rendement de notre offre numérique locale au chapitre de la moyenne mensuelle de visiteurs uniques est demeuré stable depuis le début de l'exercice et est en deçà de la cible jusqu'à présent.

Services numériques – La moyenne mensuelle de visiteurs uniques s'est accrue depuis l'exercice précédent, et nous sommes en bonne voie d'atteindre la cible annuelle sur ce plan.

Revenus – Les revenus depuis le début de l'exercice sont conformes à la cible.



The National : Ian Hanomansing, Andrew Chang, Adrienne Arsenault et Rosemary Barton.

¹⁴ Source : Numeris, audimètres portables, personnes de 2 ans ou plus.

¹⁵ Source : comScore Media Metrix, visiteurs uniques, utilisation sur ordinateur (2 ans et plus) et sur appareil mobile (18 ans et plus), avril à septembre. La mesure multiplateforme a commencé en 2016-2017. Comme les données multiplateformes pour la période d'avril à juillet 2016 étaient limitées, les résultats du semestre terminé le 30 septembre 2016 ne sont pas indiqués pour cette mesure. Les résultats de 2016-2017 correspondent à la moyenne mensuelle de visiteurs uniques d'août 2016 à mars 2017.

¹⁶ Source : comScore Media Metrix, visiteurs uniques, utilisation sur ordinateur (2 ans et plus) et sur appareil mobile (18 ans et plus), avril à septembre.

¹⁷ Comprend les revenus publicitaires, les revenus d'abonnement et autres revenus (p. ex., distribution de contenu). Notre cible pour la saison régulière de CBC Television pour l'exercice 2017-2018 inclut les revenus tirés des Jeux Olympiques de PyeongChang 2018, alors que la diffusion de *Hockey Night in Canada* le samedi et durant les séries éliminatoires continue d'être exclue. En 2016-2017, les revenus tirés des Jeux Olympiques de Rio 2016 étaient exclus.

SERVICES FRANÇAIS – RÉSULTATS DE 2017-2018

Notre rapport du deuxième trimestre comprend une liste partielle d'indicateurs de rendement clés (IRC), car plusieurs des principaux indicateurs sont évalués à partir de septembre chaque année. Comme ces données ne seront pas disponibles avant l'automne pour ICI RADIO-CANADA TÉLÉ, ICI RADIO-CANADA PREMIÈRE et ICI MUSIQUE, elles seront présentées dans le rapport du troisième trimestre.

INDICATEURS	MESURES	RÉSULTATS 2016-2017	RÉSULTATS DU 1 ^{ER} AVRIL AU 30 SEPT. 2016	RÉSULTATS DU 1 ^{ER} AVRIL AU 30 SEPT. 2017	CIBLES 2017-2018
Télévision					
ICI RDI, ICI ARTV, ICI EXPLORA	Part d'auditoire de la journée complète ¹⁸	4,8 %	4,9 %	4,9 %	4,6 %
Service régional					
Offre régionale de Radio-Canada.ca	Moyenne mensuelle, visiteurs uniques ¹⁹	1,4 M	N. D.	1,9 M	1,5 M
Services numériques					
Offre numérique de Radio-Canada	Moyenne mensuelle, visiteurs uniques ²⁰	3,8 M	3,4 M	3,8 M	4,0 M
Revenus²¹					
Services généralistes, spécialisés et en ligne		211 M\$	92 M\$	100 M\$	207 M\$

N. D. : Non disponible

Nos indicateurs de rendement évoluent au fil de la transformation numérique de l'industrie médiatique. Les Canadiens consomment aujourd'hui sur de multiples appareils (téléphones intelligents, tablettes, téléviseurs intelligents, etc.) des contenus proposés par un nombre croissant de fournisseurs. Au fil de l'évolution des habitudes des consommateurs, les entreprises spécialisées dans la mesure d'auditoires, de même que la Société, raffinent leurs méthodologies et adoptent de nouvelles technologies leur permettant de recueillir des données précises et exhaustives. Comme certaines de ces données sont employées pour mesurer notre rendement stratégique et opérationnel, il nous faudra peut-être revoir nos cibles et nos résultats antérieurs afin de faciliter la comparaison des données.

Nous sommes actuellement en bonne voie d'atteindre, voire de dépasser nos cibles annuelles. Voici les faits saillants :

Télévision – La part d'auditoire combinée des services spécialisés de Radio-Canada est supérieure à la cible. ICI RDI a bénéficié de la couverture d'importants phénomènes météorologiques au Québec et aux États-Unis, et la programmation relative au 375^e anniversaire de Montréal ainsi que la diffusion en direct de la cérémonie d'illumination du pont Jacques-Cartier ont aussi contribué au bon rendement de la chaîne d'information continue. Le rendement d'ICI ARTV est conforme à la cible, principalement en raison des bons résultats de la série dramatique *Anne*, diffusée cet été. Enfin, bien que les résultats d'ICI EXPLORA soient légèrement inférieurs à la cible, certaines émissions diffusées sur cette chaîne, comme les *Chroniques du zoo de Londres*, ont enregistré d'excellentes cotes d'écoute.

Service régional – Nos résultats depuis le début de l'exercice sont bien supérieurs à la cible, du fait que les Canadiens sont toujours nombreux à utiliser nos services numériques régionaux.

Services numériques – À la fin du premier semestre, le rendement de nos services numériques est légèrement en deçà de la cible. Avec la popularité croissante des appareils mobiles chez les Canadiens, nous avons mis à jour l'ensemble de nos applications mobiles, initiative qui a été bien reçue et qui a entraîné une hausse de l'utilisation de nos applications.

Revenus – Les revenus depuis le début de l'exercice sont supérieurs aux résultats de l'année précédente et légèrement supérieurs à la cible.



Les EX: Yves-François Blanchet, Julie Drolet, Marie Grégoire et Yolande James.

¹⁸ Source : Numeris, audimètres portables, francophones du Québec âgés de 2 ans ou plus, 2 h à 2 h, du lundi au dimanche, d'avril à septembre.

¹⁹ Source : comScore Media Metrix, visiteurs uniques, utilisation sur ordinateur (2 ans et plus) et sur appareil mobile (18 ans et plus), avril à septembre.

²⁰ Source : comScore Media Metrix, visiteurs uniques, utilisation sur ordinateur (2 ans et plus) et sur appareil mobile (18 ans et plus), avril à septembre. Offre numérique de Radio-Canada : ICI.Radio-Canada.ca, ICI.TOU.TV, ICI.Musique.ca, RCInet.ca, ICI.ARTV.ca et ICI.EXPLORAtv.ca.

²¹ Comprend les revenus publicitaires, les revenus d'abonnement et autres revenus (p. ex., distribution de contenu).

MESURE DU CONTENU CANADIEN

Le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) établit le cadre réglementaire en matière de contenu canadien à la télévision, et fixe les conditions de licence pour ICI RADIO-CANADA TÉLÉ et CBC Television. Pour l'ensemble de la journée de radiodiffusion, au moins 75 % du contenu diffusé doit être canadien. Durant les heures de grande écoute, le minimum passe à 80 %. Ces deux mesures sont des moyennes calculées sur toute l'année de radiodiffusion, soit du 1^{er} septembre au 31 août. Le tableau ci-dessous donne les résultats à ce jour pour l'année de radiodiffusion en cours et ceux de l'année précédente. Au cours de ces deux périodes, ICI RADIO-CANADA TÉLÉ et CBC Television ont largement dépassé les conditions de licence fixées par le CRTC en matière de contenu canadien, tant pour l'ensemble de la journée de radiodiffusion que pour les heures de grande écoute.

		CONDITIONS DE LICENCE ANNUELLES	RÉSULTATS 1 ^{ER} SEPT. 2015 AU 31 AOÛT 2016	RÉSULTATS 1 ^{ER} SEPT. 2016 AU 31 AOÛT 2017
ICI RADIO-CANADA TÉLÉ				
Journée de radiodiffusion	(lundi au dimanche, 6 h à minuit)	75 %	84 %	82 %
Heures de grande écoute	(lundi au dimanche, 19 h à 23 h)	80 %	94 %	96 %
CBC Television				
Journée de radiodiffusion	(lundi au dimanche, 6 h à minuit)	75 %	84 %	81 %
Heures de grande écoute	(lundi au dimanche, 19 h à 23 h)	80 %	85 %	87 %



Sarah Gadon dans le rôle de Grace Marks dans la série *Alias Grace*, avec l'autorisation de CBC/Netflix. (Photo : Sabrina Lantos)

ANALYSE DES RÉSULTATS

RÉSULTAT EN IFRS ET RÉSULTAT D'EXPLOITATION SUR UNE BASE COURANTE

Nos résultats financiers sont analysés plus en détail ci-après.

(en milliers de dollars canadiens)	Pour les trois mois terminés le 30 septembre			Pour les six mois terminés le 30 septembre		
	2017	2016	Écart en %	2017	2016	Écart en %
Revenus	119 194	176 825	(32,6)	232 402	291 431	(20,3)
Financement public	292 517	256 063	14,2	531 284	479 189	10,9
Dépenses	389 352	430 286	(9,5)	784 607	784 557	0,0
Résultat avant éléments hors exploitation	22 359	2 602	N. S.	(20 921)	(13 937)	(50,1)
Éléments hors exploitation	(8 062)	(719)	N. S.	45 596	(2 121)	N. S.
Résultat net de la période en IFRS	14 297	1 883	N. S.	24 675	(16 058)	N. S.
Éléments ne contribuant pas aux fonds d'exploitation ou ne nécessitant pas d'apport en fonds d'exploitation						
Régimes de retraite et autres avantages du personnel	9 484	11 228	(15,5)	23 388	22 076	5,9
Amortissement et coûts de mise hors service, déduction faite de l'amortissement du financement des immobilisations différé	5 776	5 776	-	11 555	11 256	2,7
Autres provisions pour des éléments hors trésorerie	(15 774)	(16 869)	6,5	(14 416)	(22 745)	36,6
Résultat d'exploitation sur une base courante ¹	13 783	2 018	N. S.	45 202	(5 471)	N. S.

N. S. : Non significatif

¹ Le résultat d'exploitation sur une base courante n'est pas une mesure conforme aux IFRS. Une explication du résultat d'exploitation sur une base courante est présentée ci-après.

RÉSULTAT NET EN IFRS

Le **résultat net en IFRS** du deuxième trimestre fait état d'un revenu de 14,3 millions de dollars, comparativement à 1,9 million de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette augmentation du résultat net est due aux facteurs suivants :

- Une hausse du financement public constaté à des fins comptables de 36,5 millions de dollars (↑ 14,2 %) ce trimestre. Nos crédits parlementaires pour les activités d'exploitation devraient s'accroître de 75 millions de dollars en 2017-2018 conformément au réinvestissement du gouvernement dans le diffuseur public, qui en est à sa deuxième année.
- Une diminution des dépenses de 40,9 millions de dollars (↓ 9,5 %), attribuable au fait qu'à l'exercice précédent, les dépenses comprenaient les coûts d'acquisition des droits de diffusion et les coûts de production en lien avec la diffusion des Jeux Olympiques de Rio 2016. Cette diminution de nos dépenses liées à des événements a été en partie compensée par les coûts plus élevés de nos activités de programmation, étant donné que nous continuons de diffuser plus de contenus originaux sur nos plateformes, d'améliorer nos capacités numériques et d'investir dans nos services locaux.

Les éléments suivants ont en partie contrebalancé la hausse du financement public et la baisse des dépenses au deuxième trimestre :

- Une diminution des revenus de 57,6 millions de dollars (↓ 32,6 %) attribuable au fait qu'à l'exercice précédent, nos revenus incluaient ceux tirés de la diffusion des Jeux Olympiques de Rio 2016.
- Une perte hors exploitation de 8,1 millions de dollars découlant principalement de la vente de la Maison de Radio-Canada (MRC) à Montréal.

Depuis le début de l'exercice, le **résultat net en IFRS** équivaut à un gain de 24,7 millions de dollars, un résultat supérieur de 40,7 millions de dollars par rapport à la période comparable de l'exercice précédent. En plus des facteurs décrits ci-dessus, qui ont influé sur notre résultat au deuxième trimestre, les éléments suivants expliquent l'amélioration de notre rendement pour la première moitié de l'exercice :

- Un gain hors exploitation de 45,6 millions de dollars principalement attribuable à la vente de notre participation dans Sirius XM Canada Holdings Inc. (SiriusXM).
- Une hausse du financement public de 52,1 millions de dollars (↑ 10,9 %), conforme à nos attentes.

Le résultat net en IFRS comprend des éléments qui ne nécessitent pas d'apport en fonds d'exploitation ou qui ne contribuent pas aux fonds d'exploitation dans la période considérée, comme il est expliqué plus en détail ci-après.

RÉSULTAT D'EXPLOITATION SUR UNE BASE COURANTE

Le résultat d'exploitation sur une base courante affiche un gain de 13,8 millions de dollars ce trimestre, une augmentation de 11,8 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent. Cette augmentation est conforme à l'amélioration du résultat net en IFRS telle qu'elle est expliquée ci-dessus. Le résultat d'exploitation sur une base courante depuis le début de l'exercice affiche un gain de 45,2 millions de dollars, contre une perte de 5,5 millions de dollars à l'exercice précédent. Cette amélioration de notre résultat d'exploitation sur une base courante pour le premier semestre est surtout le fait du gain hors exploitation tiré de la vente de notre participation dans SiriusXM.

CBC/Radio-Canada définit le résultat d'exploitation sur une base courante comme le résultat net en IFRS diminué des ajustements pour les dépenses qui n'exigent pas le décaissement de fonds d'exploitation sur une période d'un an et des ajustements pour les revenus qui ne génèrent pas de fonds d'exploitation sur une période d'un an. La direction se sert de cette mesure régulièrement pour suivre la performance de la Société et pour tenir le budget de la Société en équilibre constant avec les crédits parlementaires. Nous considérons qu'elle constitue une information complémentaire utile pour les lecteurs de nos rapports financiers, même s'il est vrai qu'elle n'a pas de sens normalisé prescrit par les IFRS et qu'il est peu probable qu'elle puisse être comparée avec les mesures présentées par d'autres entreprises.

Un ajustement est effectué pour éliminer les dépenses sans effet sur la trésorerie au titre des régimes de retraite et des autres avantages du personnel postérieurs à l'emploi, qui représentent l'excédent des dépenses calculées selon les IFRS sur les cotisations monétaires réelles de l'exercice. Des ajustements concernent également d'autres éléments hors trésorerie, comme l'amortissement et la mise hors service d'immobilisations corporelles; l'amortissement du financement des immobilisations différé; et les congés annuels non budgétaires. D'autres postes moins significatifs principalement reliés aux avantages du personnel, auxquels des fonds ne sont pas affectés ou qui ne génèrent pas de fonds dans la période considérée, sont ajustés aux fins du rapprochement du résultat net avec le résultat d'exploitation sur une base courante.

REVENUS

(en milliers de dollars canadiens)	Pour les trois mois terminés le 30 septembre			Pour les six mois terminés le 30 septembre		
	2017	2016	Écart en %	2017	2016	Écart en %
Revenus publicitaires						
Services anglais	25 440	72 786	(65,0)	51 568	98 749	(47,8)
Services français	25 900	31 017	(16,5)	55 676	59 004	(5,6)
	51 340	103 803	(50,5)	107 244	157 753	(32,0)
Revenus d'abonnement						
Services anglais	17 296	17 964	(3,7)	34 605	36 056	(4,0)
Services français	14 762	14 966	(1,4)	29 566	29 986	(1,4)
	32 058	32 930	(2,6)	64 171	66 042	(2,8)
Revenus financiers, produits de placements et autres revenus						
Services anglais	12 306	22 733	(45,9)	22 869	34 697	(34,1)
Services français	9 449	7 004	34,9	14 573	12 193	19,5
Services institutionnels	14 041	10 355	35,6	23 545	20 746	13,5
	35 796	40 092	(10,7)	60 987	67 636	(9,8)
TOTAL	119 194	176 825	(32,6)	232 402	291 431	(20,3)

Nos revenus totaux ont reculé de 57,6 millions de dollars (▼32,6 %) au deuxième trimestre, et de 59,0 millions de dollars (▼20,3 %) depuis le début de l'exercice, surtout parce qu'à l'exercice précédent, les chiffres incluaient les revenus tirés de la diffusion des Jeux Olympiques de Rio 2016. Les écarts importants par types de revenus sont expliqués ci-dessous.

REVENUS PUBLICITAIRES

Nos revenus publicitaires ont diminué de 52,5 millions de dollars (▼50,5 %) ce trimestre et de 50,5 millions de dollars (▼32,0 %) depuis le début de l'exercice en raison des facteurs suivants :

ÉVÉNEMENTS

Nous n'avons pas généré de revenus tirés d'événements au premier et au deuxième trimestre.

Les résultats de l'exercice précédent incluaient, au deuxième trimestre, les revenus publicitaires tirés de la diffusion des Jeux Olympiques de Rio 2016.

ACTIVITÉS COURANTES

Nos revenus publicitaires pour le trimestre et les six premiers mois de l'exercice ont augmenté en raison des facteurs suivants :

- D'excellentes cotes d'écoute, surtout pour Radio-Canada qui s'est démarquée dans le marché francophone;
- Dans une moindre mesure, les ventes numériques ont enregistré une progression essentiellement attribuable à la hausse de nos revenus de publicité vidéo numérique.

Ces hausses ont été en partie contrebalancées par la morosité persistante du marché publicitaire à la télévision traditionnelle, en baisse de 1,1 % par rapport à l'exercice précédent (pour la période d'avril à août). Ce recul est surtout le fait d'une baisse des dépenses dans les marchés anglophones.

REVENUS D'ABONNEMENT

Nos revenus d'abonnement ont baissé de 0,9 million de dollars (▼2,6 %) ce trimestre, et de 1,9 million de dollars (▼2,8 %) comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent. Ces reculs sont le fait d'une diminution du nombre d'abonnés, surtout pour CBC News Network et ICI RDI. En effet, les Canadiens continuent de réduire ou d'annuler leur abonnement à la télévision (tendance au désabonnement).

REVENUS FINANCIERS, PRODUITS DE PLACEMENTS ET AUTRES REVENUS

Les baisses respectives de 4,3 millions de dollars (▼10,7 %) et de 6,6 millions de dollars (▼9,8 %) ce trimestre et depuis le début de l'exercice au chapitre des revenus financiers, des produits de placements et des autres revenus résultent principalement des facteurs suivants :

ÉVÉNEMENTS

Nous n'avons pas généré de revenus tirés d'événements au premier et au deuxième trimestre.

Au deuxième trimestre de l'exercice précédent, les autres revenus pour les Services anglais comprenaient ceux tirés des licences pour la diffusion des Jeux Olympiques de Rio 2016.

ACTIVITÉS COURANTES

Ce trimestre, les revenus financiers, produits de placements et autres revenus tirés de nos activités courantes ont progressé de 2,5 % en raison des revenus additionnels liés aux droits de retransmission et de l'augmentation des locations d'installations. Ces hausses ont été contrebalancées en partie par :

- La baisse des revenus provenant de la vente d'émissions;
- La comptabilisation, à l'exercice précédent, de revenus ponctuels.

Depuis le début de l'exercice, nos revenus courants ont diminué de 2,4 % en raison d'une baisse des ventes de contenus et du fait que les chiffres de l'exercice précédent comprenaient des revenus non récurrents. Ces baisses ont été en partie compensées par des droits de retransmission additionnels reçus durant le premier semestre.

DÉPENSES D'EXPLOITATION

(en milliers de dollars canadiens)	Pour les trois mois terminés le 30 septembre			Pour les six mois terminés le 30 septembre		
	2017	2016	Écart en %	2017	2016	Écart en %
Coûts des services de télévision, de radio et des services numériques						
Services anglais	201 139	239 223	(15,9)	405 169	416 124	(2,6)
Services français	164 222	165 893	(1,0)	330 413	317 587	4,0
	365 361	405 116	(9,8)	735 582	733 711	0,3
Autres dépenses d'exploitation						
Coûts de transmission, distribution et collecte	15 986	16 564	(3,5)	32 475	33 428	(2,9)
Administration nationale	2 224	2 339	(4,9)	4 642	4 899	(5,2)
Paievements aux stations privées	33	211	(84,4)	133	424	(68,6)
Charges financières	5 748	6 512	(11,7)	11 775	13 332	(11,7)
Quote-part du résultat de l'entreprise associée	-	(456)	100,0	-	(1 237)	100,0
	23 991	25 170	(4,7)	49 025	50 846	(3,6)
TOTAL	389 352	430 286	(9,5)	784 607	784 557	0,0

Le total de nos dépenses d'exploitation a diminué de 40,9 millions de dollars (▼ 9,5 %) au deuxième trimestre de 2017-2018, et est demeuré stable à 784,6 millions de dollars pour les six premiers mois de l'exercice. Les principales variations constatées sont examinées ci-dessous.

COÛTS DES SERVICES DE TÉLÉVISION, DE RADIO ET DES SERVICES NUMÉRIQUES

Les coûts rattachés aux services de télévision et de radio ainsi qu'aux services numériques ont augmenté de 39,8 millions de dollars (▲ 9,8 %) ce trimestre, et de 1,9 million de dollars (▲ 0,3 %) depuis le début de l'exercice.

ÉVÉNEMENTS

Aucune dépense notable n'a été comptabilisée en lien avec des événements ponctuels au cours des deux premiers trimestres de 2017-2018.

À l'exercice précédent, les dépenses liées à des événements comprenaient les coûts d'acquisition des droits de diffusion et les coûts de production entraînés par la diffusion des Jeux Olympiques de Rio 2016.

ACTIVITÉS COURANTES

Les coûts d'exploitation courants ont augmenté d'environ 11,0 % au deuxième trimestre ainsi que depuis le début de l'exercice. L'augmentation des coûts des services de télévision et de radio ainsi que des services numériques reflète notre investissement continu dans les contenus, comme il est précisé ci-dessous :

- **Programmation** : Coûts additionnels liés à la diffusion de plus de contenus originaux cet été et dans le cadre du 150^e anniversaire du Canada.
- **Autres investissements** : Augmentation des coûts découlant de nos investissements continus dans des initiatives liées aux services numériques et locaux, comme l'ouverture de la nouvelle station de CBC à London, en Ontario.

AUTRES DÉPENSES D'EXPLOITATION

Les autres dépenses d'exploitation ont diminué de 1,2 million de dollars (▼ 4,7 %) ce trimestre, et de 1,8 million de dollars (▼ 3,6 %) depuis le début de l'exercice, principalement en raison des facteurs suivants :

- La baisse de nos **charges financières** de 0,8 million de dollars ce trimestre et de 1,6 million de dollars depuis le début de l'exercice, conforme à nos attentes;
- La baisse de nos dépenses de **transmission, distribution et collecte** attribuable au calendrier de nos contrats de maintenance.

Ces diminutions ont été en partie compensées par l'absence de revenus liés à une **quote-part du résultat d'une entreprise associée** en 2017-2018 en raison de la vente de notre participation dans SiriusXM. À l'exercice précédent, nous avons reçu des dividendes en lien avec cet investissement. Pour de plus amples renseignements sur notre participation passée dans cette entreprise associée, consultez la note 8 de nos états financiers consolidés.

FINANCEMENT PUBLIC

(en milliers de dollars canadiens)	Pour les trois mois terminés le 30 septembre			Pour les six mois terminés le 30 septembre		
	2017	2016	Écart en %	2017	2016	Écart en %
Crédit parlementaire pour les activités d'exploitation	269 064	231 962	16,0	483 947	430 962	12,3
Crédit parlementaire pour le fonds de roulement	1 000	1 000	-	2 000	2 000	-
Amortissement du financement des immobilisations différé	22 453	23 101	(2,8)	45 337	46 227	(1,9)
TOTAL	292 517	256 063	14,2	531 284	479 189	10,9

Le **crédit parlementaire pour les activités d'exploitation** est comptabilisé en fonction des besoins en fonds de roulement, compte tenu des revenus et des dépenses budgétés pour la période. Les crédits parlementaires affectés à l'exploitation se sont accrues de 37,1 millions de dollars (\uparrow 16,0 %) ce trimestre et de 53,0 millions de dollars (\uparrow 12,3 %) pour la première moitié de l'exercice 2017-2018. Nos crédits parlementaires pour les activités d'exploitation devraient s'accroître de 75 millions de dollars en 2017-2018 conformément au réinvestissement du gouvernement dans le diffuseur public annoncé en mars 2016, qui en est à sa deuxième année. Le financement accordé au titre de l'inflation salariale n'a pas encore été rendu public pour 2016-2017 et 2017-2018.

Le financement des immobilisations est comptabilisé à titre de **financement des immobilisations différé**. Il est amorti et comptabilisé comme revenu sur les mêmes périodes que celles où les immobilisations corporelles et incorporelles sont utilisées dans le cadre des activités de CBC/Radio-Canada. L'amortissement du financement des immobilisations différé est conforme à notre portefeuille d'actifs pour toutes les périodes considérées.

ÉLÉMENTS HORS EXPLOITATION

(en milliers de dollars canadiens)	Pour les trois mois terminés le 30 septembre			Pour les six mois terminés le 30 septembre		
	2017	2016	Écart en %	2017	2016	Écart en %
Gain sur la vente d'actions	-	-	N. S.	54 462	-	N. S.
Perte sur la sortie d'immobilisations corporelles et incorporelles	(8 062)	(719)	N. S.	(8 866)	(2 121)	N. S.
TOTAL	(8 062)	(719)	N. S.	45 596	(2 121)	N. S.

N. S. : Non significatif

Le gain sur la vente d'actions comptabilisé pour les six premiers mois découle de la vente de notre participation dans SiriusXM à la suite de sa privatisation en mai 2017. La Société a vendu le reste de ses actions au prix unitaire de 4,50 \$ pour un produit net de 57,6 millions de dollars et un gain de 54,5 millions de dollars.

La perte hors exploitation de 8,1 millions de dollars comptabilisée ce trimestre résulte de la réévaluation des actifs cédés par suite de la vente de la MRC à Montréal. Reportez-vous à la note 9 des états financiers intermédiaires pour obtenir des informations relatives à cette transaction. La perte de 8,9 millions de dollars au premier semestre de l'exercice en cours tient compte de la vente de la MRC et d'autres pertes nettes découlant de la mise hors service d'actifs dans le cadre de nos activités courantes.

La perte hors exploitation de 0,7 million de dollars comptabilisée au deuxième trimestre de l'exercice précédent résulte de la mise hors service d'actifs dans le cadre de nos activités courantes et d'une perte de valeur constatée au titre des actifs classés comme détenus en vue de la vente après la réévaluation à la baisse de la juste valeur estimée de certains de ces actifs. Depuis le début de l'exercice en cours, une perte de 2,1 millions de dollars a été constatée pour les mêmes raisons.

TOTAL DU RÉSULTAT GLOBAL

(en milliers de dollars canadiens)	Pour les trois mois terminés le 30 septembre			Pour les six mois terminés le 30 septembre		
	2017	2016	Écart en %	2017	2016	Écart en %
Résultat net de la période	14 297	1 883	N. S.	24 675	(16 058)	N. S.
Autres éléments du résultat global						
Réévaluations des régimes de retraite à prestations définies	379 292	(101 213)	N. S.	(14 997)	(154 683)	(90,3)
Total du résultat global de la période	393 589	(99 330)	N. S.	9 678	(170 741)	N. S.

N. S. : Non significatif

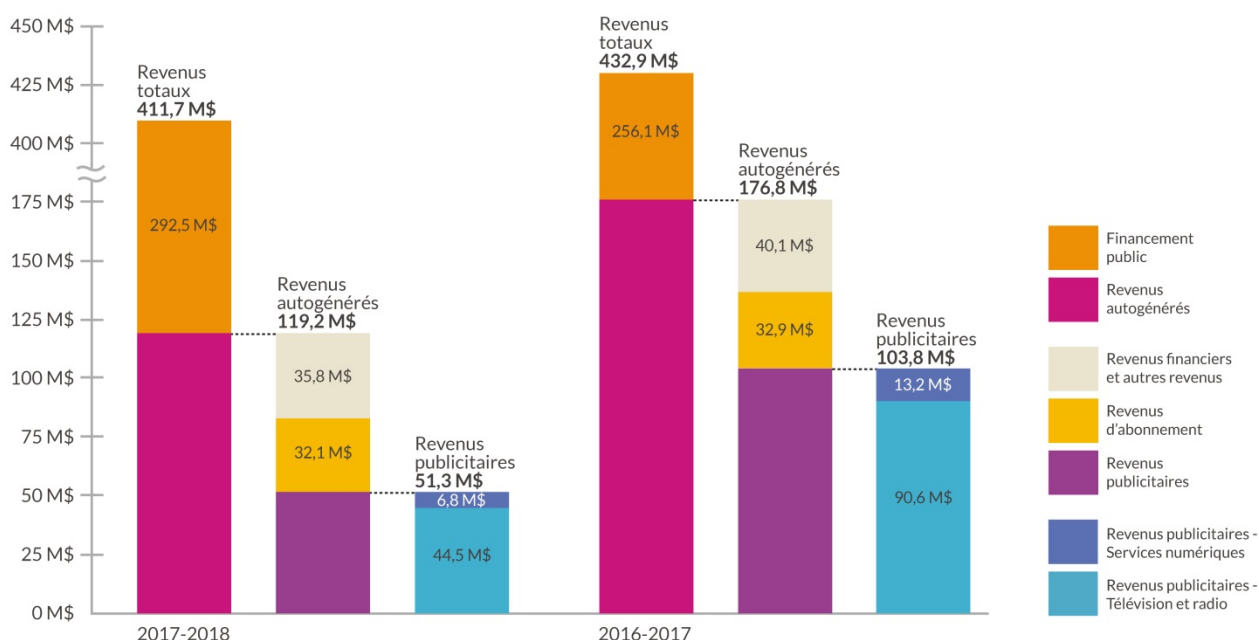
Un gain de 393,6 millions de dollars a été comptabilisé au titre du total du résultat global dans le trimestre considéré, comparativement à une perte de 99,3 millions de dollars à la même période l'an dernier. Outre le résultat net, le total du résultat global comprend des réévaluations de nos régimes de retraite. Ces réévaluations surviennent quand les résultats réels ou les taux d'intérêt diffèrent des hypothèses actuarielles, entraînant d'importantes variations hors trésorerie des obligations et des actifs de nos régimes de retraite. Les variations sont comptabilisées immédiatement en autres éléments du résultat global dans chaque période de présentation de l'information financière.

Des réévaluations de nos régimes de retraite à prestations définies se sont traduites par un gain de 379,3 millions de dollars qui s'explique par la révision à la hausse de 54 points de base du taux d'actualisation appliqué pour évaluer ce passif à long terme. Le gain comptabilisé a été contrebalancé en partie par la baisse du rendement des actifs du régime par rapport au rendement estimé dans nos hypothèses actuarielles. Depuis le début de l'exercice, le taux d'actualisation affiche une hausse de 4 points de base, ce qui fait diminuer davantage notre obligation au titre des prestations de retraite. Cet effet a été en partie compensé par un écart défavorable entre le rendement réel des actifs du régime et le rendement appliqué dans nos hypothèses, ce qui a donné lieu à une perte de 15,0 millions de dollars découlant des réévaluations de nos régimes de retraite à prestations définies.

RESSOURCES EN CAPITAL, SITUATION FINANCIÈRE ET LIQUIDITÉS

REVENUS ET AUTRES SOURCES DE FINANCEMENT

Nous disposons de quatre sources de financement direct : les crédits parlementaires pour les activités d'exploitation et les dépenses en immobilisations, les revenus publicitaires, les revenus d'abonnement, et les revenus financiers et autres revenus.



FINANCEMENT PUBLIC (71 % DES SOURCES DE FINANCEMENT AU DEUXIÈME TRIMESTRE DE 2017-2018) : Un financement public de 292,5 millions de dollars a été comptabilisé pendant le trimestre, y compris 22,5 millions de dollars attribuables à l'amortissement du financement des immobilisations différé. En mars 2016, le gouvernement fédéral a annoncé un important réinvestissement dans CBC/Radio-Canada sous la forme d'une injection supplémentaire de 75 millions de dollars en 2016-2017 et de 150 millions de dollars par an par la suite, à titre permanent. Le financement accordé au titre de l'inflation salariale reste à confirmer pour 2016-2017 et 2017-2018.

REVENUS PUBLICITAIRES (12 % DES SOURCES DE FINANCEMENT AU DEUXIÈME TRIMESTRE DE 2017-2018) : Comprend la vente d'espace publicitaire sur nos chaînes de télévision généralistes et spécialisées et sur d'autres plateformes, dans le cadre des activités courantes, mais aussi des événements. Les revenus publicitaires tirés des événements peuvent avoir un impact significatif sur les revenus autogénérés de la Société d'un trimestre à l'autre. Les revenus publicitaires tirés des événements (tels que les Jeux Olympiques de Rio 2016 au deuxième trimestre de 2016-2017) ne sont pas récurrents.

La part occupée par les revenus publicitaires des activités courantes dans nos revenus autogénérés et nos sources de financement diminue en raison, principalement, de l'augmentation du financement public et de la désaffection du marché à l'endroit des véhicules publicitaires traditionnels. La croissance de la publicité numérique constitue une source émergente de revenus autogénérés, mais elle ne suffit pas à compenser la contraction des revenus tirés de la publicité à la télévision.

REVENUS D'ABONNEMENT (8 % DES SOURCES DE FINANCEMENT AU DEUXIÈME TRIMESTRE DE 2017-2018) : Revenus d'abonnement de nos services spécialisés – CBC News Network, *documentary*, ICI EXPLORA, ICI ARTV, ICI RDI, le nouveau service ICI TOU.TV EXTRA et Curio.ca. Les revenus d'abonnement continuent d'être affectés par la tendance au désabonnement et les effets de changements récents à la réglementation instaurés par le CRTC (forfait de télévision de base abordable, petits forfaits de télévision et chaînes de télévision à la carte).

REVENUS FINANCIERS ET DE PLACEMENTS ET AUTRES REVENUS (9 % DES SOURCES DE FINANCEMENT AU DEUXIÈME TRIMESTRE DE 2017-2018) : Comprennent les revenus tirés des activités courantes et des événements, pour des activités telles que la location d'actifs immobiliers, la vente de contenus, la location d'espaces aux sites d'émetteurs, les services de diffuseur hôte et les contributions du Fonds des médias du Canada.

PLAN D'EMPRUNT

Le paragraphe 46.1 de la *Loi sur la radiodiffusion* accorde à CBC/Radio-Canada le pouvoir de contracter des emprunts ne dépassant pas 220,0 millions de dollars, ou des emprunts de tout montant supérieur autorisés par le Parlement, sous réserve de l'approbation du ministre des Finances. Le paragraphe 54(3,1) de la *Loi* stipule que notre plan d'emprunt doit être inclus dans notre plan d'entreprise. Les emprunts visant à financer le fonds de roulement sont interdits.

En vertu du paragraphe 47(1) de la *Loi sur la radiodiffusion*, la Société a la qualité de mandataire de Sa Majesté et, de ce fait, jouit des mêmes immunités, privilèges et prérogatives constitutionnels que Sa Majesté (l'État). Sa Majesté, ou l'État, est aussi entièrement responsable de toutes nos actions et décisions lorsque nous exécutons notre mandat, et elle en assume tous les risques financiers. En d'autres mots, les actifs et les passifs de la Société sont les actifs et les passifs de l'État.

SITUATION FINANCIÈRE, FLUX DE TRÉSORERIE ET LIQUIDITÉS

Pour financer nos activités d'exploitation, y compris nos besoins en capitaux afin d'évoluer dans un environnement à forte composante technologique, nous dépendons des crédits parlementaires que nous recevons du gouvernement et des revenus que nous tirons de nos activités commerciales. Nos principales sources de liquidités sont les crédits parlementaires qui nous sont versés pour financer nos activités d'exploitation, nos immobilisations et notre fonds de roulement, ainsi que nos revenus autogénérés de provenances diverses, dont la vente de publicité sur l'ensemble de nos plateformes.

Notre solde de trésorerie s'élevait à 127,9 millions de dollars au 30 septembre 2017, comparativement à 131,1 millions de dollars au 31 mars 2017. Les flux de trésorerie liés à nos activités d'exploitation, d'investissement et de financement pour le deuxième trimestre terminé le 30 septembre 2017 sont résumés dans le tableau suivant.

POSITION DE TRÉSORERIE

	Pour les trois mois terminés le 30 septembre			Pour les six mois terminés le 30 septembre		
	2017	2016	Écart en %	2017	2016	Écart en %
(en milliers de dollars canadiens)						
Trésorerie – Début de l'exercice	95 956	83 948	14,3	131 062	156 465	(16,2)
Variations de la période						
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	33 893	(2 005)	N. S.	28 860	(59 028)	N. S.
Flux de trésorerie affectés aux activités de financement	(3 181)	(3 179)	(0,1)	(28 615)	(28 613)	(0,0)
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement	1 222	18 711	(93,5)	(3 417)	28 651	N. S.
Écart net	31 934	13 527	N. S.	(3 172)	(58 990)	94,6
Trésorerie – Fin de la période	127 890	97 475	31,2	127 890	97 475	31,2

N. S. : Non significatif

FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'EXPLOITATION

Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation comprennent les entrées de trésorerie provenant des prélèvements sur le crédit parlementaire pour les activités d'exploitation et pour le fonds de roulement.

Ce trimestre, les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation se sont élevés à 33,9 millions de dollars, comparativement à des sorties de trésorerie de 2,0 millions de dollars à la même période de l'exercice précédent. Depuis le début de l'exercice, les activités d'exploitation ont donné lieu à des entrées de trésorerie de 28,9 millions de dollars, comparativement à des sorties de trésorerie de 59,0 millions de dollars à l'exercice précédent. Ces mouvements sont principalement attribuables à la disponibilité du financement public additionnel. En effet, comme nous y avons eu accès seulement vers la fin de l'exercice 2016-2017, nous avons prélevé une plus grosse somme sur nos crédits parlementaires dans les deux périodes considérées, comparativement aux mêmes périodes à l'exercice précédent. Par ailleurs, les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation fluctuent aussi en fonction de variations normales du fonds de roulement.

FLUX DE TRÉSORERIE AFFECTÉS AUX ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

Les sorties de trésorerie liées aux activités de financement sont restées stables à 3,2 millions de dollars ce trimestre et à 28,6 millions de dollars depuis le début de l'exercice. Les sorties de trésorerie liées à des activités de financement ont surtout trait :

- au paiement d'intérêts de 0,1 million de dollars pendant le trimestre, et de 11,4 millions de dollars depuis le début de l'exercice;
- au remboursement des obligations émises par la Fiducie du Centre canadien de radiodiffusion de 7,6 millions de dollars pour le premier semestre;
- au paiement d'effets à payer de 3,4 millions de dollars pour le premier semestre;
- au paiement d'obligation au titre de contrats de location-financement de 3,0 millions de dollars pendant le trimestre, et de 6,1 millions de dollars pour le premier semestre.

FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

Les flux de trésorerie provenant des activités d'investissement comprennent les flux de trésorerie provenant des prélèvements sur le crédit parlementaire pour le financement des immobilisations.

Les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement ont diminué de 17,5 millions de dollars et de 32,1 millions de dollars respectivement au cours du premier trimestre et des six premiers mois de l'exercice. Ces réductions sont le fait de nouvelles sorties de trésorerie affectées à l'achat, dans l'exercice en cours, d'obligations d'État et de titres négociables pour financer le développement de la nouvelle Maison de Radio-Canada (MRC) et pour répondre à d'autres exigences opérationnelles. Ces sorties de trésoreries surpassent les entrées de trésorerie liées à la vente de la MRC actuelle comptabilisées au deuxième trimestre.

LE POINT SUR LES RISQUES

En tant que diffuseur public national du Canada, CBC/Radio-Canada occupe une place importante au sein du système canadien de radiodiffusion et fait face à des risques uniques sur le plan de la planification et de l'exploitation. Comme tous les diffuseurs, la Société doit s'adapter aux changements technologiques, à l'évolution démographique, aux exigences changeantes des consommateurs, ainsi qu'aux changements structurels qui surviennent dans l'industrie. Ayant en vertu de la loi le mandat de servir tous les Canadiens, CBC/Radio-Canada doit également composer avec des attentes du public et des défis financiers uniques.

CBC/Radio-Canada a pour politique de concevoir, de mettre en œuvre et d'appliquer un cadre de gestion des risques afin de s'assurer que les risques et les possibilités qui touchent les stratégies, les objectifs et les activités de la Société sont déterminés, évalués et gérés de façon appropriée.

Outre les points décrits ci-dessous, notre profil de risque n'a subi aucun changement important depuis la fin de l'exercice précédent. Pour un examen plus approfondi des risques, des conséquences possibles et des mesures d'atténuation, veuillez vous reporter au [Rapport annuel de 2016-2017](#).

RÉSULTATS DE LA CONSULTATION PUBLIQUE DU GOUVERNEMENT SUR LE CONTENU CANADIEN DANS UN MONDE NUMÉRIQUE

Le 28 septembre 2017, l'honorable Mélanie Joly, ministre du Patrimoine canadien, a présenté la vision du gouvernement du Canada en matière de politique culturelle. La ministre n'a donné aucune indication quant à l'intention du gouvernement d'endosser ou d'approuver la proposition de CBC/Radio-Canada, soit l'abandon de la publicité sur toutes ses plateformes en contrepartie d'un financement public de remplacement. Par conséquent, puisque notre financement public n'est pas totalement indexé en fonction de la hausse des coûts, nous risquons toujours de voir notre modèle d'affaires tomber en désuétude avec le déclin continu des revenus publicitaires et le bouleversement constant de l'industrie médiatique.

PROJET DE LA MAISON DE RADIO-CANADA (MRC)

Les deux transactions prévues – l'offre d'achat du Groupe Mach (vente du site actuel de la MRC) et la construction de la nouvelle MRC par Broccolini – ont été conclues le 27 juillet 2017. Des comités de supervision du projet ont été constitués, et la construction a débuté.



Le chantier s'active et la nouvelle Maison de Radio-Canada prend tranquillement forme.

PRÉSENTATION DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Nos états financiers consolidés résumés intermédiaires du deuxième trimestre ont été préparés conformément aux normes IFRS publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) et adoptées par le Conseil des normes comptables (CNC), en application de la norme IAS 34, *Information financière intermédiaire*. Ils ont été approuvés par le Conseil d'administration de la Société le 22 novembre 2017. Ces états financiers intermédiaires ont été préparés selon la base de présentation et les méthodes comptables indiquées à la note 2 des états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice terminé le 31 mars 2017. Nos états financiers intermédiaires pour le trimestre terminé le 30 septembre 2017 n'incluent pas toutes les notes qui sont requises dans les états financiers annuels consolidés.

Le compte rendu de notre situation financière et de notre résultat d'exploitation repose sur nos états financiers intermédiaires.

NORMES COMPTABLES FUTURES

Reportez-vous à la note 3 des états financiers intermédiaires pour obtenir des informations relatives aux prises de position comptables qui entreront en vigueur dans des périodes ultérieures, et à celles qui étaient en vigueur en 2017-2018.

PRINCIPALES ESTIMATIONS COMPTABLES ET JUGEMENTS IMPORTANTS

La préparation de ces états financiers intermédiaires exige de la direction qu'elle effectue des estimations et pose des jugements sur l'avenir. Ces estimations et jugements sont fondés entre autres sur l'expérience passée, et sont continuellement réévalués.

Depuis la publication des derniers états financiers consolidés annuels audités de la Société pour l'exercice terminé le 31 mars 2017, un seul changement important a été apporté aux principales estimations comptables, comme il est précisé ci-dessous. Les autres principales estimations comptables et jugements importants sont présentés dans les différentes notes de nos états financiers consolidés annuels.

PASSIF AU TITRE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES DU PERSONNEL

Durant le deuxième trimestre, la direction a décidé de ne plus arrondir son taux d'actualisation aux 25 points de base les plus proches, et d'utiliser le taux d'actualisation réel pour assurer la précision des résultats. L'impact de ce changement sur l'obligation au titre des prestations définies est pris en compte dans les états financiers du trimestre. La note 10 des états financiers intermédiaires présente plus de détails à ce sujet.

TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Comme il est indiqué à la note 10, nous avons versé des cotisations à titre d'employeur à nos régimes à prestations définies, auxquels nous avons également fourni des services de gestion et d'administration.

DÉCLARATION DE LA RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION PAR LES CADRES SUPÉRIEURS

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers trimestriels consolidés conformément à la norme IAS 34, *Information financière intermédiaire*, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers trimestriels consolidés exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans ce rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers trimestriels consolidés.

À notre connaissance, ces états financiers trimestriels consolidés non audités donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie de la Société, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers trimestriels consolidés.



Hubert T. Lacroix,
Président-directeur général



Judith Purves,
Vice-présidente principale et chef de la direction financière

Ottawa, Canada

Le 22 novembre 2017



ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Rapport financier du
deuxième trimestre
2017-2018

TABLE DES MATIÈRES – ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS INTERMÉDIAIRES (NON AUDITÉS)

	Pages
ÉTAT CONSOLIDÉ RÉSUMÉ INTERMÉDIAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE	26
ÉTAT CONSOLIDÉ RÉSUMÉ INTERMÉDIAIRE DU RÉSULTAT	27
ÉTAT CONSOLIDÉ RÉSUMÉ INTERMÉDIAIRE DU RÉSULTAT GLOBAL	27
ÉTAT CONSOLIDÉ RÉSUMÉ INTERMÉDIAIRE DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES	28
ÉTAT CONSOLIDÉ RÉSUMÉ INTERMÉDIAIRE DES FLUX DE TRÉSORERIE	29
NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS INTERMÉDIAIRES POUR LE DEUXIÈME TRIMESTRE TERMINÉ LE 30 SEPTEMBRE 2017	30
1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX	30
2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES	30
3. CHANGEMENTS NOUVEAUX ET FUTURS DE MÉTHODES COMPTABLES	32
4. CRÉANCES CLIENTS ET AUTRES CRÉANCES	33
5. PROGRAMMATION	33
6. IMMOBILISATIONS CORPORELLES	34
7. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	35
8. PARTICIPATION DANS UNE ENTREPRISE ASSOCIÉE	35
9. PERTE SUR LA SORTIE DU SITE DE MAISON DE RADIO-CANADA	36
10. PROVISIONS	37
11. PASSIF AU TITRE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES DU PERSONNEL	38
12. REVENUS	41
13. FINANCEMENT PUBLIC	41
14. VARIATIONS DU FONDS DE ROULEMENT	42
15. INSTRUMENTS FINANCIERS	43
16. PARTIES LIÉES	44
17. ENGAGEMENTS	45

ÉTAT CONSOLIDÉ RÉSUMÉ INTERMÉDIAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE (NON AUDITÉ)

	NOTE	30 septembre 2017	31 mars 2017
ACTIF			
Courant			
Trésorerie		127 890	131 062
Titres négociables		26 021	23 231
Créances clients et autres créances	4, 15	111 074	125 499
Programmation	5	363 305	268 327
Charges payées d'avance		34 965	42 613
Billets à recevoir		3 344	3 238
Investissement dans un contrat de location-financement		3 281	3 171
Actifs obligataires	2, 15	29 135	-
Instruments financiers dérivés	15	-	200
Actifs classés comme détenus en vue de la vente	6, 9	305	126
		699 320	597 467
Non courant			
Immobilisations corporelles	6	750 912	865 907
Immobilisations incorporelles	7	31 225	30 017
Actifs sous contrats de location-financement		9 230	13 026
Actif au titre du régime de retraite	11	219 697	261 721
Programmation	5	49 264	58 107
Billets à recevoir		36 165	37 661
Investissement dans un contrat de location-financement		39 580	41 248
Charges différées		36 420	20 461
Actifs obligataires	15	95 732	-
Participation dans une entreprise associée	8	-	3 117
		1 268 225	1 331 265
TOTAL DE L'ACTIF		1 967 545	1 928 732
PASSIF			
Courant			
Créditeurs et charges à payer		75 338	87 947
Provisions	10	36 572	30 580
Passif au titre des régimes de retraite et autres avantages du personnel	11	112 523	123 397
Passif de programmation		15 151	15 151
Dette obligataire		23 266	22 921
Obligations au titre de contrats de location-financement		4 517	10 293
Effets à payer		8 830	8 726
Revenus différés		23 648	23 185
Crédit parlementaire d'exploitation reporté	13	89 553	-
Instruments financiers dérivés	15	699	-
		390 097	322 200
Non courant			
Revenus différés		19 550	19 889
Passifs au titre des régimes de retraite et autres avantages du personnel	11	262 963	264 149
Passif de programmation		13 037	18 820
Dette obligataire		213 176	221 361
Obligations au titre de contrats de location-financement		6 024	6 300
Effets à payer		83 072	86 728
Financement des immobilisations différé	13	525 897	545 234
		1 123 719	1 162 481
TOTAL DU PASSIF		1 513 816	1 484 681
CAPITAUX PROPRES			
Résultats non distribués		453 165	443 472
Total des capitaux propres attribuables à la Société		453 165	443 472
Participations ne donnant pas le contrôle		564	579
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES		453 729	444 051
TOTAL DU PASSIF ET DES CAPITAUX PROPRES		1 967 545	1 928 732

Engagements (NOTE 16)

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

ÉTAT CONSOLIDÉ RÉSUMÉ INTERMÉDIAIRE DU RÉSULTAT (NON AUDITÉ)

	NOTE	Pour les trois mois terminés le 30 septembre		Pour les six mois terminés le 30 septembre	
		2017	2016	2017	2016
REVENUS					
	12				
Publicité		51 340	103 803	107 244	157 753
Revenus d'abonnement		32 058	32 930	64 171	66 042
Autres revenus		33 405	37 778	56 194	62 797
Revenus financiers et produits de placements		2 391	2 314	4 793	4 839
		119 194	176 825	232 402	291 431
FINANCEMENT PUBLIC					
	13				
Crédit parlementaire pour les activités d'exploitation		269 064	231 962	483 947	430 962
Crédit parlementaire pour le fonds de roulement		1 000	1 000	2 000	2 000
Amortissement du financement des immobilisations différé		22 453	23 101	45 337	46 227
		292 517	256 063	531 284	479 189
DÉPENSES					
Coûts des services de télévision, de radio et des services numériques		365 361	405 116	735 582	733 711
Coûts de transmission, distribution et collecte		15 986	16 564	32 475	33 428
Administration nationale		2 224	2 339	4 642	4 899
Paievements aux stations privées		33	211	133	424
Charges financières		5 748	6 512	11 775	13 332
Quote-part du résultat de l'entreprise associée	8	-	(456)	-	(1 237)
		389 352	430 286	784 607	784 557
Résultat net avant éléments hors exploitation		22 359	2 602	(20 921)	(13 937)
ÉLÉMENTS HORS EXPLOITATION					
Gain sur la vente d'actions	8	-	-	54 462	-
Perte sur la sortie d'immobilisations corporelles et incorporelles	6, 7, 9	(8 062)	(719)	(8 866)	(2 121)
		(8 062)	(719)	45 596	(2 121)
Résultat net de la période		14 297	1 883	24 675	(16 058)
Résultat net attribuable :					
À la Société		14 324	1 869	24 690	(16 071)
Aux participations ne donnant pas le contrôle		(27)	14	(15)	13
		14 297	1 883	24 675	(16 058)

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

ÉTAT CONSOLIDÉ RÉSUMÉ INTERMÉDIAIRE DU RÉSULTAT GLOBAL (NON AUDITÉ)

	NOTE	Pour les trois mois terminés le 30 septembre		Pour les six mois terminés le 30 septembre	
		2017	2016	2017	2016
RÉSULTAT GLOBAL					
Résultat net de la période		14 297	1 883	24 675	(16 058)
Autres éléments du résultat global - non reclassés ultérieurement dans le résultat net					
Réévaluations au titre des régimes de retraite à prestations définies	2, 11	379 292	(101 213)	(14 997)	(154 683)
Total du résultat global de la période		393 589	(99 330)	9 678	(170 741)
Total du résultat global attribuable :					
À la Société		393 616	(99 344)	9 693	(170 754)
Aux participations ne donnant pas le contrôle		(27)	14	(15)	13
		393 589	(99 330)	9 678	(170 741)

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

ÉTAT CONSOLIDÉ RÉSUMÉ INTERMÉDIAIRE DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES (NON AUDITÉ)

Pour les trois mois terminés le 30 septembre 2017				
	NOTE	Résultats non distribués et total des capitaux propres attribuables à la Société	Participations ne donnant pas le contrôle	Total
Solde au 30 juin 2017		59 549	591	60 140
Variations de la période				
Résultat net de la période		14 324	(27)	14 297
Réévaluations au titre des régimes de retraite à prestations définies	2, 11	379 292	-	379 292
Total du résultat global pour la période		393 616	(27)	393 589
Distributions aux actionnaires sans contrôle		-	-	-
Solde au 30 septembre 2017		453 165	564	453 729

Pour les trois mois terminés le 30 septembre 2016				
		Résultats non distribués et total des capitaux propres attribuables à la Société	Participations ne donnant pas le contrôle	Total
Solde au 30 juin 2016		273 218	495	273 713
Variations de la période				
Résultat net de la période		1 869	14	1 883
Réévaluations au titre des régimes de retraite à prestations définies	2, 11	(101 213)	-	(101 213)
Total du résultat global pour la période		(99 344)	14	(99 330)
Distributions aux actionnaires sans contrôle		-	(1)	(1)
Solde au 30 septembre 2016		173 874	508	174 382

Pour les six mois terminés le 30 septembre 2017				
		Résultats non distribués et total des capitaux propres attribuables à la Société	Participations ne donnant pas le contrôle	Total
Solde au 31 mars 2017		443 472	579	444 051
Variations de la période				
Résultat net de la période		24 690	(15)	24 675
Réévaluations au titre des régimes de retraite à prestations définies	2, 11	(14 997)	-	(14 997)
Total du résultat global pour la période		9 693	(15)	9 678
Distributions aux actionnaires sans contrôle		-	-	-
Solde au 30 septembre 2017		453 165	564	453 729

Pour les six mois terminés le 30 septembre 2016				
		Résultats non distribués et total des capitaux propres attribuables à la Société	Participations ne donnant pas le contrôle	Total
Solde au 31 mars 2016		344 628	495	345 123
Variations de la période				
Résultat net de la période		(16 071)	13	(16 058)
Réévaluations au titre des régimes de retraite à prestations définies	2, 11	(154 683)	-	(154 683)
Total du résultat global pour la période		(170 754)	13	(170 741)
Distributions aux actionnaires sans contrôle		-	-	-
Solde au 30 septembre 2016		173 874	508	174 382

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

ÉTAT CONSOLIDÉ RÉSUMÉ INTERMÉDIAIRE DES FLUX DE TRÉSORERIE (NON AUDITÉ)

	NOTE	Pour les trois mois terminés le 30 septembre		Pour les six mois terminés le 30 septembre	
		2017	2016	2017	2016
FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES (AFFECTÉS AUX)					
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION					
Résultat net de la période		14 297	1 883	24 675	(16 058)
Ajustements :					
Perte sur la sortie d'immobilisations corporelles et incorporelles	6, 7	8 062	719	8 866	2 121
Gain sur la vente d'actions	8	-	-	(54 462)	-
Revenus financiers et produits de placements		(2 738)	(2 314)	(5 140)	(4 839)
Charges financières		5 748	6 512	11 775	13 332
Variation de la juste valeur des instruments financiers désignés comme des actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net	15	169	(164)	513	(145)
Amortissement des immobilisations corporelles	6	24 425	25 136	49 657	50 403
Amortissement des immobilisations incorporelles	7	1 906	1 587	3 439	3 178
Amortissement d'actifs sous contrat de location-financement		1 898	1 898	3 796	3 774
Quote-part du résultat de l'entreprise associée	8	-	(456)	-	(1 237)
Variation des charges différées		167	88	633	(935)
Variation de l'actif de programmation [non courant]	5	(10 494)	3 269	9 447	9 011
Variation de l'actif de programmation [non courant]	5	(1 443)	(2 375)	(6 112)	(6 922)
Amortissement du financement des immobilisations différé	13	(22 453)	(23 101)	(45 337)	(46 227)
Variation du crédit parlementaire d'exploitation reporté	13	35 436	71 038	89 553	71 038
Variation des revenus différés [non courant]		4 789	(4 442)	(614)	(10 778)
Variation de l'actif du régime de retraite [non courant]	11	(219 697)	84 007	42 024	145 406
Variation des passifs au titre des régimes de retraite et autres avantages du personnel [courant]	11	(7 500)	(5 582)	1 677	2 916
Variation des passifs au titre des régimes de retraite et autres avantages du personnel [non courant]	11	230 174	(73 246)	(16 183)	(120 503)
Accroissement des billets à recevoir		-	(6)	(6)	(11)
Amortissement de la prime à l'émission d'actifs obligataires [courant]		28	-	28	-
Amortissement de la prime à l'émission d'actifs obligataires [non courant]		319	-	319	-
Variations du fonds de roulement	14	(29 200)	(86 456)	(89 688)	(152 552)
		33 893	(2 005)	28 860	(59 028)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT					
Remboursement des obligations au titre de contrats de location-financement		(3 041)	(2 846)	(6 055)	(5 645)
Remboursement de la dette obligataire		-	-	(7 602)	(7 060)
Remboursement d'effets à payer		-	-	(3 526)	(3 367)
Distributions aux actionnaires sans contrôle		-	(1)	-	-
Intérêts payés		(140)	(332)	(11 432)	(12 541)
		(3 181)	(3 179)	(28 615)	(28 613)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT					
Crédit parlementaire pour le financement des immobilisations	13	29 500	31 000	54 500	51 000
Acquisition d'immobilisations corporelles	6	(18 227)	(13 186)	(28 810)	(25 180)
Acquisition d'immobilisations incorporelles	7	(2 491)	(2 615)	(6 567)	(5 531)
Acquisition de titres négociables		(1 429)	-	(2 600)	-
Acquisition d'actifs obligataires		(50 213)	-	(125 213)	-
Produit net de la vente d'immobilisations corporelles		40 648	209	40 890	305
Produit net de la vente d'actions		-	-	57 580	-
Recouvrement des billets à recevoir		698	650	1 383	1 289
Recouvrement de créances au titre de contrats de location-financement		735	690	1 466	1 367
Dividendes reçus	8	-	-	-	1 371
Intérêts reçus		2 001	1 963	3 954	4 030
		1 222	18 711	(3 417)	28 651
Variation de la trésorerie		31 934	13 527	(3 172)	(58 990)
Trésorerie, début de la période		95 956	83 948	131 062	156 465
Trésorerie, fin de la période		127 890	97 475	127 890	97 475

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS INTERMÉDIAIRES POUR LE DEUXIÈME TRIMESTRE TERMINÉ LE 30 SEPTEMBRE 2017 (NON AUDITÉS)

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

CBC/Radio-Canada (la Société) a été constituée en vertu de la *Loi sur la radiodiffusion* de 1936. Société d'État fédérale domiciliée au Canada, la Société est un mandataire de Sa Majesté, et tous ses actifs et passifs sont ceux de l'État. Son siège social est situé au 181, rue Queen, Ottawa (Ontario) K1P 1K9. La Société rend compte de ses activités au Parlement par l'entremise du ministre du Patrimoine canadien. Conformément au paragraphe 85(1.1) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, elle n'est pas visée par certains articles des sections I à IV de la partie X de cette Loi.

À titre de radiodiffuseur public national, la Société offre, dans les deux langues officielles, des services de radio, des services de télévision et des services numériques présentant une programmation principalement et typiquement canadienne, afin de refléter la globalité canadienne et de rendre compte de la diversité régionale du pays, à l'intention des auditoires nationaux et régionaux.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

A. DÉCLARATION DE CONFORMITÉ

La Société a préparé les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires conformément à l'article 131.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* qui exige de la plupart des sociétés d'État mères qu'elles établissent et rendent public un rapport financier trimestriel conformément à la Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État du Conseil du Trésor du Canada. Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires répondent également aux exigences de la norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire* (IAS 34), publiée par l'International Accounting Standards Board (IASB) et adoptée par le Conseil des normes comptables (CNC).

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires n'ont pas été audités ou révisés par l'auditeur externe de la Société. Ils ont été approuvés pour publication par le Conseil d'administration le 22 novembre 2017.

B. BASE DE PRÉPARATION

Base de présentation

Les présents états financiers consolidés intermédiaires sont des états résumés, comme le permet IAS 34. À ce titre, ils ne comprennent pas l'intégralité des informations requises dans un jeu complet d'états financiers. Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires sont destinés à actualiser les informations fournies dans le plus récent jeu complet d'états financiers annuels audités de la Société pour l'exercice terminé le 31 mars 2017. En conséquence, ils doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés annuels audités pour l'exercice terminé à cette date.

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires ont été établis selon une comptabilité au coût historique, sauf autorisation contraire des IFRS et tel qu'indiqué aux notes.

Les méthodes comptables appliquées dans la préparation de ces états financiers consolidés résumés intermédiaires sont conformes à celles qui ont été indiquées dans les états financiers consolidés annuels audités de la Société, à l'exception des nouvelles normes, modifications et interprétations mises en œuvre à compter du nouvel exercice de la Société le 1^{er} avril 2017. Sauf indication contraire, les méthodes comptables ont été appliquées uniformément pour toutes les périodes considérées.

Saisonnalité

Exclusion faite des crédits parlementaires, environ 50 % des revenus autogénérés de la Société proviennent de revenus publicitaires ayant tendance à suivre un cycle saisonnier, ceux du deuxième trimestre étant habituellement les moins élevés en raison de la baisse des cotes d'écoute durant la saison estivale. Les revenus publicitaires tendent également à varier en fonction des conditions du marché et de l'économie en général ainsi qu'en fonction de la grille de programmation. À l'inverse, les revenus d'abonnement sont plus stables d'un trimestre à l'autre. Les dépenses d'exploitation tendent également à suivre un cycle saisonnier lié aux variations de la grille de programmation.

Sources principales d'incertitude relative aux estimations et jugements importants

Pour préparer les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires, la direction doit faire des estimations, formuler des hypothèses et porter des jugements qui ont une incidence sur la valeur des actifs et des passifs comptabilisés à la date de ces états, ainsi que sur la valeur des revenus et des charges présentés dans la période. Elle doit également fournir toutes les informations s'y rapportant.

La direction revoit régulièrement les estimations et tout changement est comptabilisé de façon prospective et inclus dans l'État consolidé résumé intermédiaire du résultat de la période du changement, si le changement ne concerne que cette période, ou de la période du changement et des périodes ultérieures, si celles-ci sont également concernées par le changement. Les chiffres réels pourraient différer de façon importante de ces estimations. De même, les jugements importants sont revus à chaque période de présentation de l'information financière.

Changement d'estimation - taux d'actualisation

Un changement important relié au taux d'actualisation estimé a été apporté aux principales estimations et aux jugements importants depuis la publication des derniers états financiers consolidés annuels audités de la Société pour l'exercice terminé le 31 mars 2017. Les présents états financiers reflètent le fait que la Société n'arrondira plus son taux d'actualisation aux 25 points de base les plus proches afin d'accroître l'exactitude des montants comptabilisés dans les états financiers.

Si l'on se fonde sur le taux d'actualisation de 3,75 % qui aurait été appliqué selon la méthode précédente, on constate que ce changement d'estimation à un taux d'actualisation réel de 3,79 % a entraîné une augmentation du gain actuariel de 40,0 millions de dollars pour le trimestre comptabilisé dans les réévaluations en autres éléments du résultat global et compensé par une diminution des passifs non courants au titre des régimes de retraite et autres avantages du personnel de la Société.

Changements de méthodes comptables

Abandon de la méthode de la mise en équivalence

Le 26 avril 2017, la Société, munie de l'approbation du Conseil de la radio et des télécommunications canadiennes, a classé sa participation dans Sirius XM Holdings Inc. (SiriusXM) comme étant détenue en vue de la vente. La Société a donc cessé d'appliquer la méthode de la mise en équivalence à cette date.

Nouvelle catégorie d'instruments financiers

Depuis le début de 2017-2018, la Société a placé le produit de la vente de sa participation dans SiriusXM et de la Maison de Radio-Canada (MRC) dans des obligations du gouvernement du Canada. Ces fonds serviront à financer le projet de redéveloppement de la Maison de Radio-Canada et nos activités courantes.

La Société a classé ces obligations comme actifs financiers détenus jusqu'à leur échéance. Ces actifs financiers sont des placements assortis de paiements déterminés ou déterminables et d'une échéance fixe que la Société a l'intention manifeste et la capacité de conserver jusqu'à leur échéance. Les actifs compris dans cette catégorie sont évalués au coût amorti calculé au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif. Cette méthode tient compte de l'amortissement de la prime ou de l'escompte (correspondant à la différence entre le prix d'achat et la valeur de rachat de l'actif). Les revenus tirés de cette catégorie d'actifs sont inclus dans le poste « Revenus financiers et produits de placements » à l'État consolidé résumé intermédiaire du résultat.

3. CHANGEMENTS NOUVEAUX ET FUTURS DE MÉTHODES COMPTABLES

A. ADOPTION DE NORMES INTERNATIONALES D'INFORMATION FINANCIÈRE NOUVELLES ET RÉVISÉES

La Société a adopté la nouvelle prise de position suivante publiée par l'IASB ou par l'IFRS Interpretations Committee, et l'a appliquée le 1^{er} avril 2017.

NORME	DESCRIPTION	INCIDENCE	ENTRÉE EN VIGUEUR
Modifications à IAS 7 <i>Tableau des flux de trésorerie</i>	Modifications publiées portant sur l'obligation de rapprocher les soldes d'ouverture et de clôture de chaque poste pour lequel des flux de trésorerie ont été ou seraient classés comme des flux de trésorerie liés aux activités de financement, à l'exclusion des postes de capitaux propres.	La Société n'est pas tenue de fournir d'informations supplémentaires dans ses états financiers consolidés résumés intermédiaires, mais elle en fournira dans ses états financiers consolidés annuels pour l'exercice terminé le 31 mars 2018.	1 ^{er} avril 2017, application prospective.

B. CHANGEMENTS FUTURS DE MÉTHODES COMPTABLES

L'IASB a publié les nouvelles normes suivantes pour remplacer des normes existantes mais non encore entrées en vigueur (et donc non appliquées au 30 septembre 2017), susceptibles d'avoir une incidence sur les états financiers consolidés de la Société. À la date des présents états financiers, la Société ne prévoit pas appliquer par anticipation les normes suivantes :

NORME	DESCRIPTION	INCIDENCE	ENTRÉE EN VIGUEUR
IFRS 9 <i>Instruments financiers</i>	Norme remplaçant IAS 39, <i>Instruments financiers : comptabilisation et évaluation</i> , et toutes les versions antérieures d'IFRS 9. IFRS 9 comprend des directives révisées sur le classement et l'évaluation des instruments financiers – dont un nouveau modèle de dépréciation des actifs financiers fondé sur les pertes de crédit attendues – et de nouvelles directives sur la comptabilité de couverture. La norme reprend aussi les directives relatives à la comptabilisation et à la décomptabilisation des instruments financiers qui figuraient dans IAS 39.	L'adoption d'IFRS 9 ne devrait pas entraîner de changement important dans le classement et l'évaluation des instruments financiers de la Société. Cette dernière évalue l'incidence du nouveau modèle de dépréciation sur ses processus et ses états financiers, particulièrement en ce qui concerne la dépréciation des créances clients.	1 ^{er} avril 2018, application rétrospective incluant certaines mesures de simplification
IFRS 15 <i>Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients</i>	Norme remplaçant IAS 18, <i>Produits des activités ordinaires</i> , et IAS 11, <i>Contrats de construction</i> , et les interprétations afférentes dès son entrée en vigueur. IFRS 15 présente un modèle unique de comptabilisation par les entités des produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients, exception faite des contrats qui entrent dans le champ d'application des normes sur les contrats de location, les contrats d'assurance et les instruments financiers. IFRS 15 renferme également des obligations d'information plus poussées.	La Société a terminé d'évaluer les principales incidences comptables pour chaque source importante de revenus, et les a quantifiées. Elle a conclu au terme de ce processus qu'aucune d'entre elles n'aurait de répercussions financières importantes sur la Société.	1 ^{er} avril 2018, application rétrospective incluant certaines mesures de simplification
IFRS 16 <i>Contrats de location</i>	Norme remplaçant IAS 17, <i>Contrats de location</i> , et les interprétations afférentes. Élimination de la distinction entre les contrats de location-financement et les contrats de location simple du point de vue du preneur, pour tous les contrats sauf ceux dont la durée est de douze mois ou moins ou ceux pour lesquels l'actif sous-jacent a une faible valeur. Tous les contrats de location (autres que ceux de faible valeur en dollars et ceux à court terme) sont comptabilisés d'une façon similaire à la comptabilisation des contrats de location-financement sous IAS 17. Cette norme devrait entraîner une augmentation des actifs loués et des passifs financiers. Du point de vue du bailleur, le traitement comptable demeure essentiellement le même et la distinction entre contrats de location-financement et contrats de location simple reste inchangée.	La Société évalue actuellement l'incidence de cette nouvelle norme sur ses processus et ses états financiers.	1 ^{er} avril 2019, application rétrospective incluant certaines mesures de simplification

4. CRÉANCES CLIENTS ET AUTRES CRÉANCES

	30 septembre 2017	31 mars 2017
Créances clients	97 130	113 181
Provision pour créances douteuses	(924)	(1 240)
Autres	14 868	13 558
	111 074	125 499

Les créances clients ci-dessus comprennent des créances en souffrance à la fin de la période de présentation de l'information financière et pour lesquelles la Société n'a comptabilisé aucune provision pour créances douteuses parce qu'il n'y a pas eu de changement important dans la solvabilité du débiteur et qu'elle estime être encore en mesure de recouvrer les sommes dues.

Les créances clients sont exposées au risque de crédit (voir la note 15B).

5. PROGRAMMATION

A. PROGRAMMATION PAR CATÉGORIE

	30 septembre 2017	31 mars 2017
Émissions achevées	85 995	98 287
Émissions en cours de production	167 195	71 797
Droits de diffusion des émissions disponibles pour diffusion au cours des douze prochains mois	110 115	98 243
	363 305	268 327
Droits de diffusion des émissions non disponibles pour diffusion au cours des douze prochains mois	49 264	58 107
	412 569	326 434

B. VARIATION DE LA PROGRAMMATION

	30 septembre 2017	31 mars 2017
Solde d'ouverture	326 434	345 456
Acquisitions	572 951	1 039 050
Émissions diffusées	(486 816)	(1 058 072)
Solde à la fin de la période	412 569	326 434

Les sorties au titre de la programmation incluses sous la ligne « Émissions diffusées » du tableau ci-dessus représentent, pour les périodes de trois mois et de six mois terminées le 30 septembre 2017, respectivement 1,1 million de dollars (0,4 million de dollars en 2016) et 1,5 million de dollars (0,6 million de dollars en 2016). Elles sont essentiellement le fait de projets abandonnés, d'émissions qui ne se prêtent pas à la télédiffusion, ou encore d'émissions pilotes qui ne donnent pas lieu à une série.

6. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

A. COÛT ET AMORTISSEMENT CUMULÉ

	Terrains	Immeubles	Améliorations locatives	Équipement technique	Autres	Projets d'immobilisations inachevés	Total
Coût au 31 mars 2017	174 118	557 601	65 468	1 051 515	153 758	50 395	2 052 855
Acquisitions	-	7	-	5 048	861	22 049	27 965
Transferts (Référer à la note 7)	-	2 502	820	20 975	4 293	(26 863)	1 727
Actifs classés comme détenus en vue de la vente	(57)	(208)	-	(939)	-	-	(1 204)
Sorties et amortissements complets	(39 037)	(62 214)	(433)	(12 409)	(2 920)	(71)	(117 084)
Coût au 30 septembre 2017	135 024	497 688	65 855	1 064 190	155 992	45 510	1 964 259
Amortissement cumulé au 31 mars 2017	-	(260 831)	(35 503)	(780 043)	(110 571)	-	(1 186 948)
Amortissement pour la période	-	(14 128)	(1 870)	(27 506)	(6 153)	-	(49 657)
Charge de réévaluation	(21 007)	(15 489)	-	-	-	-	(36 496)
Reclassement de l'amortissement des actifs classés comme détenus en vue de la vente	-	208	-	813	-	-	1 021
Reclassement de l'amortissement des actifs sortis et des actifs complètement amortis	-	43 388	433	11 992	2 920	-	58 733
Amortissement cumulé au 30 septembre 2017	(21 007)	(246 852)	(36 940)	(794 744)	(113 804)	-	(1 213 347)
Valeur comptable nette au 30 septembre 2017	114 017	250 836	28 915	269 446	42 188	45 510	750 912

	Terrains	Immeubles	Améliorations locatives	Équipement technique	Autres	Projets d'immobilisations inachevés	Total
Coût au 31 mars 2016	174 306	555 422	63 878	1 075 623	147 203	39 970	2 056 402
Acquisitions	-	94	-	14 940	4 893	62 319	82 246
Transferts (Référer à la note 7)	-	8 628	2 626	33 777	10 974	(51 821)	4 184
Actifs classés comme détenus en vue de la vente	(7)	(204)	-	21	-	-	(190)
Sorties et amortissements complets	(181)	(6 339)	(1 036)	(72 846)	(9 312)	(73)	(89 787)
Coût au 31 mars 2017	174 118	557 601	65 468	1 051 515	153 758	50 395	2 052 855
Amortissement cumulé au 31 mars 2016	-	(234 131)	(32 799)	(796 491)	(107 912)	-	(1 171 333)
Amortissement pour l'exercice	-	(31 050)	(3 740)	(54 604)	(11 865)	-	(101 259)
Reclassement de l'amortissement des actifs classés comme détenus en vue de la vente	-	204	-	(21)	-	-	183
Reclassement de l'amortissement des actifs sortis et des actifs complètement amortis	-	4 146	1 036	71 073	9 206	-	85 461
Amortissement cumulé au 31 mars 2017	-	(260 831)	(35 503)	(780 043)	(110 571)	-	(1 186 948)
Valeur comptable nette au 31 mars 2017	174 118	296 770	29 965	271 472	43 187	50 395	865 907

Les engagements contractuels relatifs à l'acquisition d'immobilisations corporelles s'établissaient à 112,1 millions de dollars au 30 septembre 2017 (12,1 millions de dollars au 31 mars 2017).

B. DÉPRÉCIATION ET AUTRES CHARGES

Une charge de réévaluation de 36,5 millions de dollars est survenue à la suite du classement de la Maison de Radio-Canada (MRC) comme actif détenu en vue de la vente. Cette charge a été partiellement compensée par le déblocage du financement des immobilisations différé associé de 28,5 millions de dollars. Par conséquent, une charge de 8,0 millions de dollars, après déduction du financement des immobilisations, a été comptabilisée dans l'état consolidé résumé intermédiaire du résultat au 17 juillet 2017. La vente de la MRC a été finalisée le 27 juillet 2017. Se reporter à la note 9 pour plus de détails.

Aucune autre charge n'a été comptabilisée pendant les périodes de trois mois et de six mois terminées le 30 septembre 2017 (zéro en 2016). Aucune perte de valeur n'a été reprise pendant les périodes de trois mois et de six mois terminées le 30 septembre 2017 (zéro en 2016).

C. ACTIFS CLASSÉS COMME DÉTENUS EN VUE DE LA VENTE

En conformité avec le plan financier de la Société qui prévoit notamment la réduction de son empreinte immobilière, plusieurs actifs immobiliers étaient classés, à des fins comptables au 30 septembre 2017, comme détenus en vue de la vente, pour une valeur comptable totale de 0,3 million de dollars (0,1 million de dollars au 31 mars 2017). Ces actifs devraient être vendus individuellement au cours des douze prochains mois.

D. SORTIES

La Société s'est départie de la Maison de Radio-Canada ce trimestre (voir la note 9).

D'autres pertes et gains nets pendant les périodes de trois mois et de six mois terminées le 30 septembre 2017 sont attribuables à la sortie ou au remplacement d'équipements dans le cycle normal de renouvellement des actifs de la Société.

7. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

	Logiciels développés à l'interne	Logiciels acquis	Projets d'immobilisations inachevés	Total
Coût au 31 mars 2017	141 452	37 550	14 116	193 118
Acquisitions	-	139	6 235	6 374
Transferts (Référer à la note 6)	9 671	4 964	(16 362)	(1 727)
Coût au 30 septembre 2017	151 123	42 653	3 989	197 765
Amortissement cumulé au 31 mars 2017	(138 904)	(24 197)	-	(163 101)
Amortissement pour la période	(1 162)	(2 277)	-	(3 439)
Amortissement cumulé au 30 septembre 2017	(140 066)	(26 474)	-	(166 540)
Valeur comptable nette au 30 septembre 2017	11 057	16 179	3 989	31 225

	Logiciels développés à l'interne	Logiciels acquis	Projets d'immobilisations inachevés	Total
Coût au 31 mars 2016	140 760	32 191	12 903	185 854
Acquisitions	-	641	11 065	11 706
Transferts (Référer à la note 6)	889	4 779	(9 852)	(4 184)
Sorties et amortissements complets	(197)	(61)	-	(258)
Coût au 31 mars 2017	141 452	37 550	14 116	193 118
Amortissement cumulé au 31 mars 2016	(137 827)	(19 270)	-	(157 097)
Amortissement pour l'exercice	(1 274)	(4 986)	-	(6 260)
Reclassement de l'amortissement des actifs sortis et des actifs complètement amortis	197	59	-	256
Amortissement cumulé au 31 mars 2017	(138 904)	(24 197)	-	(163 101)
Valeur comptable nette au 31 mars 2017	2 548	13 353	14 116	30 017

Les engagements contractuels relatifs à l'acquisition d'immobilisations incorporelles s'établissaient à 2,7 millions de dollars au 30 septembre 2017 (5,0 millions de dollars au 31 mars 2017).

Aucune perte de valeur n'a été comptabilisée ou reprise pendant les périodes de trois mois et de six mois terminées le 30 septembre 2017 (zéro en 2016).

8. PARTICIPATION DANS UNE ENTREPRISE ASSOCIÉE

Le 25 mai 2017, la Société a vendu au prix de 4,50 \$ l'action la totalité de sa participation dans son unique entreprise associée, Sirius XM Canada Holdings (SiriusXM), une entreprise de radio par satellite située et domiciliée au Canada, qui offre à la population canadienne des contenus diversifiés par abonnement, dont six chaînes qui diffusent la programmation de la Société.

Cette vente ayant généré un produit net de 57,6 millions de dollars, la Société a comptabilisé un gain à l'État consolidé résumé intermédiaire du résultat du premier trimestre de 2017-2018, comme suit :

Produit net de la vente des actions	57 579
Moins: valeur comptable de l'investissement vendu	(3 117)
Gain comptabilisé	54 462

Le produit de la vente a été placé dans des obligations du gouvernement du Canada. Se reporter à la note 2 pour plus de détails.

Avant le 26 avril 2017, date à laquelle l'investissement a été classé comme détenu en vue de la vente, la Société a inclus les résultats intermédiaires de SiriusXM qui lui reviennent dans ses résultats pour la période allant jusqu'au 28 février 2017, en phase avec les dernières

informations fournies par SiriusXM qui pouvaient être rendues publiques. Aucun rajustement n'a dû être apporté aux résultats en raison de transactions conclues après le 28 février 2017.

Le tableau suivant résume l'information financière sur la participation de la Société dans l'entité émettrice (SiriusXM) comptabilisée selon la méthode de mise en équivalence au 30 septembre 2017 :

	Participation		Droit de vote ⁽¹⁾		Juste valeur ⁽²⁾		Valeur comptable		Dividendes reçus	
	30 septembre 2017	31 mars 2017	30 septembre 2017	31 mars 2017	30 septembre 2017	31 mars 2017	30 septembre 2017	31 mars 2017	30 septembre 2017	September 30, 2016
SiriusXM	aucune	10,15%	aucun	9,63%	aucune	\$71.9M	aucune	3 117	aucuns	\$1.4M

⁽¹⁾Au 31 mars 2017, la Société détenait 13 056 787 actions à droit de vote subalterne de catégorie A.

⁽²⁾La valeur cotée (juste valeur) était basée sur des prix cotés non rajustés sur les marchés actifs (niveau 1).

Les informations financières résumées ci-dessus sont rapprochées avec les valeurs comptables de SiriusXM figurant dans l'État consolidé résumé intermédiaire de la situation financière, comme suit :

	30 septembre 2017	31 mars 2017
Solde d'ouverture	3 117	2 496
Quote-part du résultat de l'entreprise associée	-	3 363
Dividendes reçus	-	(2 742)
Valeur comptable de l'investissement vendu	(3 117)	-
Solde à la fin de la période	-	3 117

9. PERTE SUR LA SORTIE DU SITE DE MAISON DE RADIO-CANADA

Le 27 juillet 2017, la Société a finalisé les ententes conclues pour les deux principales composantes du projet de redéveloppement de la Maison de Radio-Canada (MRC) : la vente de l'immeuble actuel de la Maison de Radio-Canada (la « MRC actuelle »), et la vente du terrain situé sur le boulevard René-Lévesque Est (le « lot »), à Montréal, pour la construction du nouveau centre de radiodiffusion (la « nouvelle MRC »).

La Société a vendu la MRC actuelle et la partie ouest de son terrain au Groupe Mach pour un montant net de 42,2 millions de dollars. CBC/Radio-Canada est maintenant locataire de la MRC actuelle, propriété du Groupe Mach, jusqu'à ce que la nouvelle MRC soit construite.

La Société a vendu la partie est de son terrain au groupe Broccolini pour un dollar dans le cadre d'une transaction globale pour la construction et la location de la nouvelle MRC sur ce terrain. En échange de cette transaction, la Société a reçu une contrepartie non monétaire d'une valeur de 16,6 millions de dollars sous la forme de réductions futures du loyer de la nouvelle MRC. En vertu de l'entente signée avec le groupe Broccolini, CBC/Radio-Canada a conclu un bail de 30 ans qui débutera dès la livraison de la nouvelle MRC.

Les tableaux suivants présentent en détail les répercussions comptables de ces deux transactions sur les états financiers consolidés résumés intermédiaires au 30 septembre 2017. En entreprenant ces transactions, la Société a, en date du 14 juillet 2017, classé la MRC actuelle comme un actif détenu en vue de la vente et réévalué sa juste valeur, diminuée des coûts de la vente. Cette réévaluation a donné lieu à une perte nette (diminuée du financement des immobilisations) de 8,0 millions de dollars incluse sous la ligne « Perte sur la sortie d'immobilisations corporelles et incorporelles » de l'État consolidé résumé intermédiaire du résultat de la Société pour le deuxième trimestre de 2017-2018.

Perte découlant de la réévaluation d'actifs vendus à leur juste valeur diminuée des coûts de la vente

Au 14 juillet 2017	Vente de l'immeuble au Groupe Mach ¹	Vente du terrain à Broccolini ²	Total
Produit attendu de la vente	42 208	16 592	58 800
Coûts attendus associés à la vente	(250)	(1 535)	(1 785)
Valeur comptable réévaluée des actifs vendus	41 958	15 057	57 015
Valeur comptable d'origine des actifs vendus	78 019	15 491	93 510
Déblocage du financement des immobilisations différé	(28 500)	-	(28 500)
Valeur comptable d'origine des actifs et des passifs vendus	49 519	15 491	65 010
Perte nette sur la réévaluation des actifs vendus	(7 561)	(434)	(7 995)

Gain net tiré de la vente de la MRC

Au 27 juillet 2017	Vente de l'immeuble au Groupe Mach ¹	Transfert du terrain à Broccolini ²	Total
Contrepartie reçue	42 208	-	42 208
Contrepartie non monétaire différée	-	16 592	16 592
Valeur comptable réévaluée des actifs vendus	(41 958)	(15 057)	(57 015)
Coûts associés à la vente	(250)	(1 535)	(1 785)
Gain net (perte nette) sur la sortie du site de la MRC	-	-	-

¹La transaction finale a été signée par l'entité légale Faubourg de la Gauchetière Inc.

²La transaction finale a été signée par l'entité légale Société en Commandite La Nouvelle Maison.

10. PROVISIONS

	Réclamations et poursuites	Environnemental	Total
Solde d'ouverture	30 190	390	30 580
Provisions supplémentaires comptabilisées	7 684	-	7 684
Provisions utilisées	(103)	-	(103)
Réductions découlant d'une réévaluation ou d'un règlement sans coût	(1 589)	-	(1 589)
Solde à la fin de la période	36 182	390	36 572

Diverses réclamations ont été formulées ou des poursuites ont été intentées contre la Société. Dans certains cas, leurs auteurs demandent des dédommagements pécuniaires élevés ou d'autres redressements qui pourraient entraîner des dépenses importantes. Les enjeux portent principalement sur des tarifs de droits d'auteur, des griefs et d'autres litiges.

Bien des incertitudes entourent les poursuites, et le résultat de chaque affaire n'est pas toujours prévisible. Les réclamations dont l'issue est incertaine, qui pourraient donner lieu à des sorties de ressources ou qui ne sont pas mesurables, sont réputées être des éventualités et ne sont pas comptabilisées dans les états financiers consolidés de la Société. Les réclamations pour lesquelles il est peu probable que des sorties de trésorerie seront effectuées sont également réputées être des éventualités.

Au 30 septembre 2017, la Société avait constitué des provisions d'une valeur de 36,2 millions de dollars (30,2 millions de dollars au 31 mars 2017) au chapitre des litiges. Lorsqu'elles peuvent être estimées, toutes les affaires sont classées comme courantes, puisque la Société s'efforce de résoudre ces cas dans les douze prochains mois.

11. PASSIF AU TITRE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES DU PERSONNEL

A. ACTIF/PASSIF AU TITRE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES DU PERSONNEL

Les actifs et les passifs liés au personnel comptabilisés et présentés à l'État consolidé résumé intermédiaire de la situation financière sont les suivants :

	Courant		Non courant	
	30 septembre 2017	31 mars 2017	30 septembre 2017	31 mars 2017
Actif au titre du régime de retraite	-	-	219 697	261 721
Passif au titre du régime de retraite	-	-	108 519	108 095
Avantages futurs du personnel	-	-	128 386	132 772
Indemnités de vacances	52 014	57 963	-	-
Réduction des effectifs	8 006	9 699	-	-
Passifs liés aux salaires	52 503	55 735	26 058	23 282
Total des régimes de retraite et autres avantages du personnel	112 523	123 397	262 963	264 149

	30 septembre 2017			31 mars 2017		
	Régime de retraite capitalisé	Régimes de retraite non capitalisés	Autres avantages postérieurs à l'emploi	Régime de retraite capitalisé	Régimes de retraite non capitalisés	Autres avantages postérieurs à l'emploi
Juste valeur des actifs du régime	6 719 048	-	-	6 733 325	-	-
Obligation au titre des prestations définies	6 499 351	108 519	128 386	6 471 604	108 095	132 772
Actif (passif) net lié à l'obligation au titre des prestations définies	219 697	(108 519)	(128 386)	261 721	(108 095)	(132 772)

B. HYPOTHÈSES ACTUARIELLES IMPORTANTES

Comme il est indiqué à la note 15, *Passifs au titre des régimes de retraite et autres avantages du personnel*, des états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice terminé le 31 mars 2017, la direction revoit ses hypothèses actuarielles à la fin de chaque période de présentation de l'information financière pour assurer que le (passif) l'actif net au titre des prestations définies comptabilisé dans les états financiers reflète les changements importants dans les hypothèses actuarielles et les changements importants découlant d'événements ponctuels. L'effet des changements importants dans les hypothèses actuarielles sur le (passif) l'actif net au titre des prestations définies est comptabilisé dans les autres éléments du résultat global en tant que réévaluation pour la période.

Hypothèses – taux annuels	30 septembre 2017	31 mars 2017
Hypothèses utilisées pour établir le coût des prestations de retraite :		
Taux d'actualisation	3,75 %	3,75 %
Hypothèses utilisées pour établir l'obligation au titre des régimes de retraite et autres avantages du personnel :		
Taux d'actualisation – régime de retraite	3,79 %	3,75 %
Taux d'actualisation – indemnité de cessation d'emploi	3,31 %	3,00 %
Taux d'actualisation – prestations d'invalidité de longue durée	3,31 %	3,00 %
Taux d'actualisation – assurance vie	3,73 %	3,50 %

Les présents états financiers reflètent le fait que la Société n'arrondira plus son taux d'actualisation aux 25 points de base les plus proches. La direction a choisi d'utiliser le taux d'actualisation réel pour accroître l'exactitude des montants comptabilisés dans les états financiers.

C. TOTAL DES PAIEMENTS

La Société a effectué les paiements suivants au titre des prestations de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme :

	Pour les trois mois terminés le 30 septembre		Pour les six mois terminés le 30 septembre	
	2017	2016	2017	2016
Prestations versées directement à des bénéficiaires	2 862	3 224	5 724	6 448
Cotisations habituelles de l'employeur aux régimes de retraite	16 717	16 139	29 254	28 893
Total des paiements pour les régimes à prestations définies	19 579	19 363	34 978	35 341

La capitalisation du Régime est basée sur les évaluations actuarielles qui sont faites une fois par an. Les employés doivent cotiser au Régime selon un pourcentage de leur salaire admissible au Régime. La Société complète la capitalisation, au besoin, selon les évaluations actuarielles.

D. VARIATIONS DE LA VALEUR ACTUALISÉE DE L'OBLIGATION AU TITRE DES PRESTATIONS DÉFINIES

	30 septembre 2017		31 mars 2017	
	Régimes de retraite	Autres avantages postérieurs à l'emploi	Régimes de retraite	Autres avantages postérieurs à l'emploi
Obligation au titre des prestations définies, solde d'ouverture	6 579 699	132 772	6 413 660	136 833
Coût des services rendus	53 116	2 272	105 569	5 525
Coût financier	122 008	1 878	237 604	4 301
Cotisations des employés	29 414	-	46 447	-
Réévaluations :				
Écarts actuariels découlant de changements dans les hypothèses démographiques	-	-	104 472	(387)
Écarts actuariels découlant de changements dans les hypothèses financières	(39 682)	(2 812)	(24 200)	37
Écarts actuariels découlant des ajustements liés à l'expérience	9 354	-	(10 363)	394
Prestations versées	(146 039)	(5 724)	(293 490)	(13 931)
Obligation au titre des prestations définies, fin de la période	6 607 870	128 386	6 579 699	132 772

E. VARIATIONS DE LA JUSTE VALEUR DES ACTIFS DU RÉGIME

	30 septembre 2017		31 mars 2017	
	Régimes de retraite	Autres avantages postérieurs à l'emploi	Régimes de retraite	Autres avantages postérieurs à l'emploi
Juste valeur des actifs du régime, solde d'ouverture	6 733 325	-	6 456 327	-
Frais d'administration (autres que les coûts de gestion des placements)	(3 300)	-	(6 490)	-
Revenus d'intérêts tirés des actifs du régime de retraite	124 364	-	238 195	-
Rendement des actifs du régime de retraite, à l'exclusion des revenus d'intérêts	(47 970)	-	238 842	-
Cotisations des employés	29 414	-	46 447	-
Cotisations de la Société	29 254	5 724	53 494	13 931
Prestations versées	(146 039)	(5 724)	(293 490)	(13 931)
Juste valeur des actifs du régime, fin de la période	6 719 048	-	6 733 325	-

F. COÛTS DU RÉGIME À PRESTATIONS DÉFINIES

Montants comptabilisés en résultat global

	Pour les trois mois terminés le 30 septembre		Pour les six mois terminés le 30 septembre	
	2017	2016	2017	2016
Coût des services rendus	27 694	27 537	55 388	55 074
Frais d'administration (autres que les coûts de gestion des placements)	1 650	1 623	3 300	3 246
Coût financier de l'obligation au titre des prestations définies	61 943	60 386	123 886	120 772
Revenus d'intérêts tirés des actifs du régime de retraite	(62 182)	(59 549)	(124 364)	(119 098)
Autres	(306)	134	(167)	264
Charge comptabilisée en résultat net	28 799	30 131	58 043	60 258
Réévaluations comptabilisées en autres éléments du résultat global	(379 292)	101 213	14 997	154 683
Total	(350 493)	131 344	73 040	214 941

Les résultats non distribués comprennent des gains actuariels cumulatifs de 554,8 millions de dollars au 30 septembre 2017 (gains de 569,8 millions de dollars au 31 mars 2017).

Charge comptabilisée en résultat net

	Pour les trois mois terminés le 30 septembre		Pour les six mois terminés le 30 septembre	
	2017	2016	2017	2016
Coûts des services de télévision, de radio et des services numériques	27 647	28 926	55 721	57 848
Coûts de transmission, distribution et collecte	864	904	1 741	1 808
Administration nationale	288	301	581	602
Total	28 799	30 131	58 043	60 258

12. REVENUS

	Pour les trois mois terminés le 30 septembre		Pour les six mois terminés le 30 septembre	
	2017	2016*	2017	2016*
Publicité - télévision et radio ¹	44 492	90 567	92 837	137 869
Publicité - services numériques	6 848	13 236	14 407	19 884
Revenus d'abonnement	32 058	32 930	64 171	66 042
Location d'immeubles, de pylônes de transmission, d'installations et de services	11 905	10 995	22 005	20 711
Production ²	3 827	5 160	10 198	11 323
Ventes d'émissions et de droits de diffusion	9 675	16 951	14 665	23 660
Droits de retransmission	5 047	752	5 806	1 503
Commandites d'émission	1 719	2 497	2 047	2 907
Autres services	1 559	1 176	2 217	2 329
Total des revenus liés à la prestation des services	117 130	174 264	228 353	286 228
Total des revenus financiers et produits de placements	2 391	2 314	4 793	4 839
Gain (perte) sur taux de change	(160)	78	(42)	208
Gain (perte) net provenant de l'évaluation à la juste valeur d'instruments financiers	(167)	169	(702)	156
Total Revenu	119 194	176 825	232 402	291 431

¹Pour les périodes de trois mois et de six mois terminées le 30 septembre 2017, Publicité - télévision et radio comprend des revenus de 0,5 million de dollars (1,5 million de dollars en 2016) et 0,9 million de dollars (2,0 millions de dollars en 2016) provenant d'échange de services dans des opérations non monétaires.

²Pour les périodes de trois mois et de six mois terminées le 30 septembre 2017, Production comprend des revenus de 2,0 millions de dollars (3,1 millions de dollars en 2016) et 7,9 millions de dollars (8,5 millions de dollars en 2016) provenant d'échange de services dans des opérations non monétaires.

*Pour l'exercice terminé le 31 mars 2017, la Société a reclassé certaines sources de revenus dans le but de présenter une image plus fidèle du suivi et des rapports internes effectués par la direction à l'égard des activités en cause. Par conséquent, les états financiers antérieurs ont été retraités pour tenir compte de ce changement de présentation. La note 20 des états financiers consolidés annuels audités pour l'exercice terminé le 31 mars 2017 présente plus d'information sur ces reclassements.

13. FINANCEMENT PUBLIC

A. FINANCEMENT PUBLIC REÇU

Les crédits parlementaires approuvés et les sommes reçues par la Société sont ventilés comme suit :

	Pour les trois mois terminés le 30 septembre		Pour les six mois terminés le 30 septembre	
	2017	2016	2017	2016
Financement des activités d'exploitation	304 500	303 000	573 500	502 000
Financement des immobilisations	29 500	31 000	54 500	51 000
Financement du fonds de roulement	1 000	1 000	2 000	2 000
	335 000	335 000	630 000	555 000

B. PRÉLÈVEMENT DIFFÉRÉ SUR LE CRÉDIT POUR LES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION

Le crédit parlementaire pour les activités d'exploitation est comptabilisé dans l'État consolidé résumé intermédiaire du résultat. Il correspond à la différence nette entre les dépenses et les revenus autogénérés budgétés pour le trimestre.

Les budgets trimestriels sont dérivés du budget annuel approuvé par le Conseil d'administration au début de chaque exercice. Ils reflètent le financement public attendu de l'exercice ainsi que les impacts saisonniers des charges et des revenus autogénérés.

	30 septembre 2017	31 mars 2017
Financement des activités opérationnelles reçu au cours de la période	573 500	1 002 307
Moins : Crédit parlementaire pour les activités opérationnelles comptabilisé dans l'État consolidé résumé intermédiaire du résultat au cours de la période	(483 947)	(1 002 307)
Crédit parlementaire d'exploitation reporté	89 553	-

C. FINANCEMENT DES IMMOBILISATIONS DIFFÉRÉ

Le financement des immobilisations reçu est comptabilisé à titre de financement des immobilisations différé dans l'État consolidé résumé intermédiaire de la situation financière et le revenu est comptabilisé à l'État consolidé résumé intermédiaire du résultat de la même façon et sur les mêmes périodes que les immobilisations corporelles et les immobilisations incorporelles auxquelles il se rapporte.

	30 septembre 2017	31 mars 2017
Solde d'ouverture	545 234	531 295
Financement public au titre des immobilisations	54 500	106 717
Amortissement du financement des immobilisations différé	(45 337)	(92 778)
Déblocage du financement des immobilisations différé en lien avec MRC ¹	(28 500)	-
Solde à la fin de la période	525 897	545 234

¹La Société a vendu le site de la Maison de Radio-Canada ce trimestre (voir la note 9).

14. VARIATIONS DU FONDS DE ROULEMENT

	Pour les trois mois terminés le 30 septembre		Pour les six mois terminés le 30 septembre	
	2017	2016	2017	2016
Variations du fonds de roulement sont composées de :				
Créances clients et autres créances	14 342	(50 146)	15 120	(40 905)
Actif de programmation (courant)	(27 865)	(6 138)	(94 978)	(70 967)
Charges payées d'avance	7 171	2 003	7 648	5 490
Créditeurs et charges à payer	3 743	(2 561)	(11 569)	(32 493)
Provisions	2 730	3 227	5 992	3 897
Passifs au titre des régimes de retraite et autres avantages du personnel (courant)	(31 120)	(29 549)	(12 364)	(16 758)
Revenus différés (courant)	1 799	(3 292)	463	(816)
	(29 200)	(86 456)	(89 688)	(152 552)

15. INSTRUMENTS FINANCIERS

A. JUSTE VALEUR

Le tableau ci-après présente les valeurs comptables et les justes valeurs des actifs et passifs financiers de la Société :

	30 septembre 2017		31 mars 2017		Méthode ¹	Note
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur		
Instruments financiers évalués à la juste valeur :						
Trésorerie	127 890	127 890	131 062	131 062	Niveau 2	(a)
Titres négociables						
Actifs obligataires (courant)	26 021	26 021	10 794	10 794	Niveau 2	(b)
Actions	-	-	12 437	12 437	Niveau 1	(c)
Instruments financiers dérivés	-	-	200	200	Niveau 2	(d)
Actifs financiers	153 911	153 911	154 493	154 493		
Instruments financiers dérivés	699	699	-	-	Niveau 2	(e)
Passifs financiers	699	699	-	-		
Instruments financiers évalués au coût amorti :						
Actifs obligataires (courant)	29 135	29 279	-	-	Niveau 1	(b)
Créances clients et autres créances	111 074	111 074	125 499	125 499	Niveau 2	(a)
Billets à recevoir (courant)	3 344	3 344	3 238	3 238	Niveau 2	(a)
Investissement dans un contrat de location-financement (courant)	3 281	3 281	3 171	3 171	Niveau 2	(a)
Actifs obligataires (non courant)	95 732	95 753	-	-	Niveau 1	(b)
Billets à recevoir (non courant)	36 165	40 632	37 661	43 676	Niveau 2	(f)
Investissement dans un contrat de location-financement (non courant)	39 580	45 632	41 248	48 524	Niveau 2	(f)
Actifs financiers	318 311	328 995	210 817	224 108		
Créditeurs et charges à payer	75 338	75 338	87 947	87 947	Niveau 2	(a)
Dettes obligataires (courant)	23 266	23 266	22 921	22 921	Niveau 2	(a)
Obligations au titre de contrats de location-financement (courant)	4 517	4 517	10 293	10 293	Niveau 2	(a)
Effets à payer (courant)	8 830	8 830	8 726	8 726	Niveau 2	(a)
Dettes obligataires (non courant)	213 176	266 944	221 361	285 330	Niveau 2	(g)
Obligations au titre de contrats de location-financement (non courant)	6 024	6 024	6 300	6 300	Niveau 2	(g)
Effets à payer (non courant)	83 072	90 596	86 728	96 706	Niveau 2	(g)
Passifs financiers	414 223	475 515	444 276	518 223		

¹La méthode réfère aux niveaux hiérarchiques décrits à la note 2B des états financiers consolidés de la Société pour l'exercice terminé le 31 mars 2017. Chaque niveau est basé sur la transparence des intrants utilisés pour mesurer la juste valeur des actifs et des passifs.

Il n'y a pas eu de transferts entre les différents niveaux pendant les périodes de trois mois et de six mois terminées le 30 septembre 2017.

(a) Les justes valeurs avoisinent les valeurs comptables de ces instruments en raison de leurs échéances rapprochées.

(b) Les justes valeurs des obligations négociées sur des marchés qui ne sont pas considérés comme des marchés actifs sont établies en fonction de cours déterminés par le marché, des courtiers ou d'autres sources de valorisation et qui sont appuyés par des données d'entrée observables.

(c) La Société a désigné ses titres négociables comme étant évalués à la juste valeur par le biais du résultat net. Les justes valeurs sont établies d'après les cours du marché.

(d) La juste valeur est estimée grâce à un modèle d'évaluation des options dont les principales données d'entrée sont notamment le cours de clôture et la volatilité des actions détenues, les taux officiels des obligations du gouvernement et les rendements des actions observables directement.

(e) La juste valeur est établie d'après des flux de trésorerie actualisés utilisant des intrants sur les prix observables sur un marché à terme normalisé.

(f) La juste valeur des diverses sommes à recevoir a été déterminée en utilisant les flux de trésorerie futurs attendus, actualisée au moyen des taux officiels des obligations du gouvernement, dont les conditions et les caractéristiques sont semblables, et ajustée par un facteur qui reflète la solvabilité des contreparties.

(g) La juste valeur des divers passifs financiers de la Société a été déterminée en utilisant les flux de trésorerie futurs attendus, actualisée au moyen des taux officiels des obligations du gouvernement dont les conditions et les caractéristiques sont semblables, et ajustée par un facteur qui reflète la solvabilité de la Société.

B. RISQUE DE CRÉDIT

I) ANCIENNETÉ DES CRÉANCES CLIENTS EN SOUFFRANCE, MAIS NON DÉPRÉCIÉES

	30 septembre 2017	31 mars 2017
31 à 60 jours	12 753	24 030
61 à 90 jours	13 342	14 256
Plus de 90 jours	13 623	15 240
Total	39 718	53 526

II) VARIATION DE LA PROVISION POUR CRÉANCES DOUTEUSES

	30 septembre 2017	31 mars 2017
Solde d'ouverture	(1 240)	(2 058)
Montants irrécouvrables sortis pendant la période	589	1 868
Reprises de pertes de valeur comptabilisées sur les créances	185	177
Augmentation nette de la provision pour tenir compte des nouvelles dépréciations	(458)	(1 227)
Solde à la fin de la période	(924)	(1 240)

III) ACTIFS OBLIGATAIRES

La Société a investi le produit de la vente de sa participation dans SiriusXM (voir la note 8) et de la vente des locaux de la Maison de Radio-Canada (voir la note 9) dans des obligations du gouvernement du Canada qui comportent un taux fixe compris entre 1,70 % et 2,35 % payable deux fois par an. La Société a l'intention de détenir ces obligations jusqu'à leur échéance. Les obligations d'État ont des dates d'échéance comprises entre décembre 2017 et décembre 2019. Aucun de ces actifs n'était en souffrance ou déprécié à la fin de la période de présentation de l'information financière.

16. PARTIES LIÉES

Dans le cadre de ses activités courantes, la Société conclut des transactions avec des parties liées conformément aux conditions commerciales normales applicables à tous les particuliers et à toutes les entreprises, ainsi qu'aux prix du marché. Elle les comptabilise à la juste valeur. Les transactions suivantes ont été effectuées avec des parties liées :

	Pour les trois mois terminés le 30 septembre	
	Prestation de services	
	2017	2016
Entreprise associée	-	575
Autres entités liées ¹	28	28
	28	603

¹Les transactions avec les autres entités liées correspondent essentiellement à la prestation de services administratifs au Régime de retraite de la Société.

	Pour les six mois terminés le 30 septembre	
	Prestation de services	
	2017	2016
Entreprise associée	193	1 126
Autres entités liées ¹	56	56
	249	1 182

¹Les transactions avec les autres entités liées correspondent essentiellement à la prestation de services administratifs au Régime de retraite de la Société.

En outre, les paiements en espèces pour les contributions de la Société aux régimes à prestations définies sont décrits à la note 11C.

A. TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIÉES AUTRES QUE DES ENTITÉS LIÉES À UNE AUTORITÉ PUBLIQUE

Les sommes à recevoir des parties liées s'établissaient comme suit à la fin de la période et sont incluses dans le poste « Créances clients et autres créances » dans l'État consolidé résumé intermédiaire de la situation financière :

	Sommes dues par les parties liées	
	30 septembre 2017	31 mars 2017
Entreprise associée	-	596
Autres entités liées	1	-
	1	596

La Société ne devait aucune somme à des parties liées au 30 septembre 2017 (aucune au 31 mars 2017). SiriusXM n'est plus une entreprise associée depuis le 25 mai 2017, lorsque la Société a vendu sa participation dans cette entreprise.

La Société ne devait aucune somme à des parties liées au 30 septembre 2017 (aucune au 31 mars 2017). SiriusXM n'est plus une entreprise associée depuis le 25 mai 2017, lorsque la Société a vendu sa participation dans cette entreprise.

Les sommes à recevoir ne sont pas garanties et seront réglées en espèces. Aucune dépense n'a été comptabilisée dans la période considérée ou dans des périodes antérieures relativement à des créances irrécouvrables ou douteuses de parties liées.

B. AUTRES TRANSACTIONS AVEC UNE ENTREPRISE ASSOCIÉE

La Société n'a effectué aucune transaction significative avec son entreprise associée pendant la période considérée ou la période précédente autre que les dividendes reçus et la transaction de privatisation et de recapitalisation, comme il est indiqué à la note 8.

C. TRANSACTIONS AVEC DES ENTITÉS LIÉES À DES AUTORITÉS PUBLIQUES

CBC/Radio-Canada, une société d'État fédérale, exerce ses activités dans un environnement économique dominé par des entités sous le contrôle direct ou indirect du gouvernement fédéral par l'entremise de ses autorités, organismes, entités affiliées et autres organisations (désignées collectivement par « entités liées à des autorités publiques »). Elle fait des transactions avec d'autres entités liées à des autorités publiques, notamment aux fins de l'achat et de la vente de biens ainsi que de la prestation et de la réception de services.

La Société a choisi de se prévaloir d'une exemption des obligations d'information prévue par IAS 24, *Information relative aux parties liées*, qui limite les informations à fournir aux transactions entre parties liées conclues avec l'État et d'autres entités liées à des autorités publiques.

17. ENGAGEMENTS

La note 28, *Engagements*, des états financiers consolidés de la Société pour l'exercice terminé le 31 mars 2017 traite en détail des engagements de la Société. Les engagements relatifs à l'achat d'immobilisations corporelles pris pendant le trimestre considéré sont décrits à la note 6A, *Immobilisations corporelles* des présentes notes.

Durant le deuxième trimestre de 2017-2018, la Société a pris deux nouveaux engagements contractuels : l'un avec le Comité international olympique (CIO) pour les droits de diffusion des Jeux Olympiques de 2018 et de 2020, et l'autre avec le groupe Broccolini pour la location de la nouvelle Maison de Radio-Canada dans le cadre d'un bail initial de 30 ans. Le total des engagements au titre de l'entente avec le groupe Broccolini de 377,2 millions de dollars comprend les paiements de loyer qui devraient prendre effet le 1er janvier 2020, à la livraison du nouvel immeuble, et les engagements contractuels pour les travaux d'améliorations locatives qui ont déjà commencé en septembre.